

Mai 2008

Le Programme de Hambourg

Programme politique du Parti Social Démocrate d'Allemagne (SPD)

Adopté lors du congrès fédéral du SPD à Hambourg, le 28 octobre 2007

	Page
Préface	
Introduction	3
1. Notre époque	3
2. Nos valeurs et nos convictions profondes	6
3. Nos objectifs, notre politique	10
3.1 Un monde de paix et de justice	10
3.2 L'Europe sociale et démocratique	13
3.3 La société civile solidaire et l'état démocratique	15
3.4 L'égalité des sexes	20
3.5 Le progrès durable et la croissance qualitative	21
3.6 Un travail de qualité pour tous	25
3.7 L'état social prévoyant	27
3.8 Pour une meilleure éducation, une société à l'écoute des enfants, des familles fortes	30
4. Notre voie	33

Préface

La démocratie sociale au XXIème siècle

Dix ans après l'adoption du programme de Berlin, le congrès de Berlin, en décembre 1999, a chargé une commission de rédiger un nouveau programme politique fondamental du Parti social-démocrate d'Allemagne. Après une longue période passée dans l'opposition, le SPD assumait de nouveau des responsabilités gouvernementales pour l'Allemagne. C'est pourquoi les uns souhaitaient, tandis que les autres craignaient, une modernisation des fondements programmatiques. Le mandat, en tout cas, était clair : il s'agissait de trouver des réponses modernes aux défis posés par l'ouverture des frontières et les risques sociaux.

L'émulation créée par la rédaction de notre nouveau programme politique a été bénéfique pour le SPD. Depuis que nous avons abordé la dernière ligne droite de nos travaux sur le programme en 2006, nous avons une fois de plus démontré que nous ne regardons pas d'en haut le débat sur l'avenir de la sociale-démocratie, mais que nous menons au contraire ce débat au cœur de la société. Jamais auparavant le programme d'un parti allemand ne s'était appuyé sur une participation démocratique d'une telle envergure. Nous avons ainsi créé de nouvelles références, parce que nous savons à quel point il est capital, en ce début du XXIème siècle, de jeter les bases du SPD et de notre société.

Au cours des années écoulées, nous avons toujours su saisir l'essence de notre époque, que ce soit dans la protection contre les changements climatiques, dans une politique en faveur de la paix, ou à la poursuite de nos objectifs : réguler les marchés financiers, rénover l'Etat social, et permettre un travail de qualité.

Nous sommes convaincus que l'Etat doit être capable d'agir, que la démocratie ne supporte pas l'impuissance, et qu'il vaut mieux créer que subir ; cette conviction s'impose chaque jour davantage. Les valeurs et les objectifs de la sociale-démocratie recueillent aujourd'hui une forte adhésion dans notre société.

Le « Programme de Hambourg » vient contredire ceux qui croyaient que programme ne rime pas avec pratique – ou à l'inverse, que la responsabilité gouvernementale ne permet que le pragmatisme pur et dur. Le nouveau

programme politique social-démocrate contient des positions solides, des orientations claires et des mandats d'action dont on pourra vérifier la mise en oeuvre. Mais il porte aussi le regard sur les grandes questions fondamentales de notre époque, et surtout sur la question déterminante de savoir si ce siècle encore jeune apportera la paix et la prospérité à tous les hommes, ou s'il donnera lieu à des luttes acharnées et à une violence débridée pour la répartition des richesses. Nous apportons des réponses, nous montrons comment le progrès durable et la justice sociale sont possibles à l'ère de la mondialisation. Ensemble, avec la majorité solidaire en Allemagne et en Europe, nous mènerons la lutte politique pour défendre cette voie.

Kurt Beck, Président du SPD

Introduction

Progrès et justice au XXIème siècle

L'avenir est ouvert – empli de possibilités nouvelles, mais lourd de dangers. C'est pourquoi il faut lutter pour le progrès et la justice sociale. Au service des hommes, dans la fière tradition du socialisme démocratique, fort de son réalisme et de son énergie, la sociale-démocratie allemande assume les missions qui sont les siennes dans le monde du XXIème siècle ; pour une paix durable et pour la préservation des ressources naturelles, fondements écologiques de la vie ; pour une société libre, équitable et solidaire ; pour l'égalité et l'autodétermination de tous – quelles que soient leurs origines, hommes et femmes, délivrés de la pauvreté, de l'exploitation et de la peur.

Nous voulons œuvrer pour un ordre mondial de paix et de justice. Nous misons sur la force du droit pour l'emporter sur le droit du plus fort. L'Europe sociale doit être notre réponse à la mondialisation. Ce n'est que dans la sécurité et la responsabilité communes, dans la solidarité et le partenariat, que les peuples, les Etats et les cultures pourront assurer la survie de l'humanité et de la planète.

Nous oeuvrons pour un progrès durable, qui réunit le dynamisme économique, la justice sociale et la raison écologique. Grâce à une croissance qualitative, nous voulons surmonter la pauvreté et l'exploitation, permettre à tous d'accéder à la prospérité et à un travail de qualité, et faire face aux bouleversements climatiques qui nous menacent. Il nous faut aussi préserver les ressources naturelles, bases de la vie pour les générations futures, et améliorer la qualité de vie. Pour cela, nous voulons mettre les possibilités du progrès scientifique et technique au service de l'homme.

Nous mettons en place un Etat social prévoyant, qui lutte contre la pauvreté, offre à chacun les mêmes chances de vivre sa vie dans l'autodétermination, garantit une participation équitable au bien commun et protège de manière fiable contre les grands risques de l'existence. Nous misons sur le rapprochement entre les générations et sur l'égalité entre les femmes et les hommes. Nous apportons notre soutien aux familles, notre solidarité toute particulière va aux plus faibles au sein de notre société. Nous voulons que tous aient une vie saine et bénéficient d'une bonne éducation.

Nous voulons n'abandonner aucun enfant au bord du chemin.

Nous misons sur les forces de la société civile solidaire. Avec l'énergie créative de la politique démocratique, nous voulons renforcer la cohésion dans notre pays, permettre le sentiment d'appartenance et d'attachement à notre terre natale. Nous voulons promouvoir en Allemagne une culture de la reconnaissance : les hommes doivent vivre ensemble dans le respect mutuel de la dignité, de la culture et de l'apport de leurs concitoyens. Nous oeuvrons pour notre Etat de droit social et démocratique, qui garantit la sécurité dans la liberté.

A notre époque d'évolutions rapides, beaucoup de gens cherchent à donner un sens et des perspectives à leur vie. Nous le savons : des millions de personnes au sein de notre société partagent nos valeurs et nos objectifs. Cette « majorité solidaire », nous voulons la gagner à la cause de la sociale démocratie.

1. Notre époque

Le XXIème siècle est véritablement le premier siècle de la mondialisation. Jamais auparavant les hommes à travers le monde n'ont été autant tributaires les uns des autres. Avec l'effondrement du communisme, nous avons surmonté la division de notre pays et la fracture politique du monde. Depuis, nous vivons les bouleversements les plus profonds de l'histoire depuis la révolution industrielle. La science et la technique nous poussent à avancer. Soit ce siècle sera un siècle du progrès social, écologique et économique, qui offre à tous les hommes plus de prospérité, de justice et de démocratie, soit il sera un siècle de luttes de partage acharnées et de violence débridée.

Le mode de vie actuel dans nos sociétés industrialisées excèdera les capacités d'absorption écologiques de la planète, au plus tard lorsque nous ne serons plus six, mais bientôt neuf milliards d'humains à produire et consommer comme nous le faisons jusqu'à présent dans la partie riche du monde. Ce qui est en jeu, c'est une vie dans la dignité, un monde de paix, et aussi l'habitabilité de notre planète. Une part croissante de la population mondiale souffre déjà des conséquences du réchauffement de l'atmosphère terrestre, de la désertification et du manque d'eau. Les habitants des régions dans lesquelles la situation écologique conduit à la famine cherchent de plus en plus à rejoindre les régions du monde qui sont moins menacées. Endiguer et enrayer

les changements climatiques constitue donc l'un des défis centraux du XXI^{ème} siècle.

Les contradictions de la mondialisation

Le monde se rapproche. Médias numériques et autres innovations techniques ont révolutionné notre vision de l'espace et du temps. Pour la première fois de l'histoire, nous vivons un partage des tâches à l'échelle mondiale qui intègre une grande partie de l'humanité. La mondialisation, l'ouverture des frontières et des marchés, ne sont pas seulement le fruit d'innovations technologiques, mais aussi de choix politiques. Elles offrent une chance de surmonter la faim, la pauvreté et les épidémies. Le commerce mondial offre à de nombreuses personnes un nouveau travail et une nouvelle prospérité. Mais dans le même temps, le capitalisme mondial est caractérisé par un manque de démocratie et d'équité. Il s'oppose en cela à l'objectif d'un monde libre et solidaire. Il aggrave les vieilles iniquités et en crée de nouvelles. C'est pourquoi nous luttons pour une politique qui, dans notre pays, en Europe et dans le monde, formule une réponse sociale au capitalisme mondial.

Le capitalisme mondial amasse de grandes quantités de capitaux qui ne produisent pas nécessairement une nouvelle prospérité. Les marchés financiers débridés favorisent la spéculation et génèrent des attentes qui s'opposent à une gestion durable de l'économie sur des objectifs de long terme. Lorsque le seul objectif est le rendement rapide et élevé, cela se paye trop souvent par des suppressions d'emplois et des freins à l'innovation. Le capital doit servir à la création de valeur et à la prospérité.

Avec la mondialisation, le monde se fond de plus en plus en un unique marché. Le pouvoir économique se concentre au sein d'entreprises, de banques et de fonds d'investissement agissant à l'échelle mondiale. Les entreprises transnationales planifient leurs stratégies de gain par-delà toutes les frontières, se soustrayant aux décisions fondées sur la légitimité démocratique. Les Etats nations, même les plus grands d'entre eux, menacent de ne plus être que des sites d'implantation d'entreprises en concurrence les uns avec les autres pour attirer les investissements du capital mondial. Il faut donc que les Etats nations fassent cause commune et accroissent ensemble leur influence. C'est la voie sur laquelle l'Europe s'est engagée. Une Europe sociale

peut devenir un modèle pour d'autres régions du monde.

Jamais le monde n'a disposé d'autant de connaissances. Le progrès technique a atteint un rythme effréné. Nous pouvons trouver des moyens de substitution au travail physique pénible. Nous pouvons vaincre des maladies longtemps considérées incurables. L'espérance de vie moyenne augmente. Mais le savoir et d'autres biens publics ne bénéficient pas à tous, parce qu'ils deviennent des valeurs marchandes. Dans de nombreux pays, l'écart grandit entre pauvres et riches. La destruction de la nature avance à l'échelle mondiale.

Quand des frontières tombent, les chances de coexistence pacifique entre les peuples et les cultures augmentent. Au fur et à mesure que le monde se rapproche, il devient aussi plus vulnérable. Nous voyons se déliter des Etats, naître des foyers ou couvent l'anarchie et le terrorisme, nous voyons les fondamentalistes religieux et politiques diviser arbitrairement le monde entre le bien et le mal. La puissance privatisée, désétatisée, et la prolifération des armes de destruction massive font apparaître de nouveaux périls. Tout cela menace la paix.

Après deux guerres mondiales meurtrières et l'Holocauste, les peuples d'Europe ont créé au XX^{ème} siècle un continent de paix dont ils ont ouvert les frontières. Les révolutions pacifiques de 1989 ont permis de surmonter la division de l'Europe entre l'Est et l'Ouest. L'unité allemande a apporté la liberté et la démocratie à notre pays tout entier. Et ce n'est pas seulement en Allemagne ; presque partout en Europe, la plupart des personnes jouissent d'une prospérité et d'une qualité de vie qu'ils n'avaient jamais connues auparavant. Mais dans le même temps, l'Europe subit une crise de confiance de ses citoyens. Les habitants des Etats européens, en Allemagne aussi, exigent plus de démocratie, une meilleure prise en compte des questions sociales, plus de respect des identités nationales et des traditions culturelles. C'est pourquoi l'Europe doit être plus qu'une confédération d'Etat ; elle doit devenir une alliance démocratique entre ses citoyens.

Les bouleversements du monde du travail et de la société

Pour la première fois apparaît, à côté du marché mondial des capitaux et des marchandises, une concurrence mondiale sur les servi-

ces et le travail. Jamais autant de personnes n'avaient été touchées aussi directement par la mondialisation et la concurrence internationale. La Russie, la Chine et l'Inde sont pour nous des marchés d'avenir ; mais avec leur entrée dans le marché mondial augmente aussi de façon massive la quantité de main d'œuvre disponible pour un partage mondial du travail. La concurrence se fait plus rude.

Grâce à la force de son industrie, l'Allemagne compte parmi les gagnants de la mondialisation. Mais en Allemagne non plus, tout le monde n'en sort pas gagnant. Les salariés voient des entreprises même florissantes délocalisées. Des gestionnaires de fonds, anonymes, achètent et vendent des entreprises comme les négociants vendent leurs marchandises sur le marché de gros.

Notre société du travail est en pleine mutation profonde. Le rythme des innovations s'accélère et la diversité des formes d'emploi augmente. La qualification et le savoir deviennent chaque jour plus importants. De nouveaux métiers créatifs apparaissent. Le contrat de travail normal traditionnel – à durée indéterminée et avec des horaires clairement réglés – est moins prépondérant. La vie professionnelle de beaucoup de personnes est déterminée par une alternance entre emploi salarié, absence de travail, phases d'activité dans un cadre familial, travail indépendant.

Ces évolutions, souvent ressenties comme autant de contraintes, peuvent susciter du découragement et des angoisses. Beaucoup craignent d'être abandonnés, négligés, voire oubliés, notamment par les politiques. Ceux qui sont peu qualifiés ou moins jeunes se voient souvent exclus du marché du travail. Même avec les meilleures formations et les meilleurs diplômes, les femmes sont loin d'avoir le même accès que les hommes aux évolutions professionnelles et à un emploi qui permette de subvenir à leur existence. Ceux qui ont un travail voient souvent leur qualité de vie menacée par la pression croissante, la concurrence de plus en plus rude, et l'exigence de disponibilité permanente.

Après la Seconde Guerre mondiale, la sociale-démocratie, les syndicats et les mouvements sociaux ont conquis de haute lutte d'importantes avancées. Jamais autant de personnes n'avaient pu s'impliquer dans la vie culturelle, sociale et politique. La protection sociale a atteint un niveau élevé. Le capitalisme mondial non jugulé met en péril ces réussites. La pauvreté progresse de nouveau, et le fossé entre les pauvres et les riches conti-

nue de se creuser, même en Allemagne. Chacun n'est pas en mesure de subvenir à ces besoins essentiels avec le fruit de son propre travail. C'est particulièrement vrai pour de nombreuses personnes dans les nouveaux länder. Beaucoup de familles immigrées et de parents isolés doivent se battre dur s'ils veulent offrir une chance à leurs enfants. Certains en sont déjà à la troisième génération vivant de l'aide sociale. La pauvreté est aussi héréditaire parce qu'en Allemagne, plus qu'ailleurs, l'éducation dépend de l'endroit d'où l'on vient. L'ascension sociale n'est toujours pas accessible de la même façon pour tous.

Sur la voie de l'égalité entre les femmes et les hommes, notre société a beaucoup progressé. Mais la vieille répartition des rôles n'est pas pour autant encore surmontée. L'égalité de droits ne signifie pas encore une égalité de fait. Dans le monde du travail en particulier, les anciens désavantages perdurent. La compatibilité entre vie familiale et vie professionnelle reste encore essentiellement le problème des mères, les femmes continuent de gagner moins que les hommes, elles perdent plus facilement leur emploi et sont plus souvent menacées par la pauvreté.

L'espérance de vie augmente en Allemagne. C'est un très beau cadeau : pouvoir vivre plus longtemps, cela signifie plus de temps pour l'activité, l'éducation et les plaisirs qui ont longtemps du être relégués à l'arrière-plan. D'un autre côté, plus de personnes d'un âge avancé, surtout lorsqu'elles vivent seules, vont être tributaires de l'aide de la société.

Parallèlement, moins de jeunes hommes et femmes réalisent leur désir d'avoir un enfant. Cela entraîne des changements dans de nombreux domaines de la vie quotidienne, du monde du travail aux systèmes de protection sociale, cela change globalement l'ambiance au sein de notre société. Dans des régions entières, les jeunes partent, les plus âgés restent. Si l'on ne veut pas abandonner une région, il faut aider les gens sur place à créer des perspectives d'avenir sur leur terre natale.

La mondialisation a aussi une dimension culturelle. Les religions et les cultures se rencontrent comme elles ne s'étaient jamais rencontrées. Les hommes peuvent trouver presque partout dans le monde des représentants de leur culture, des produits de leur terre natale et des médias qui maintiennent en éveil le contact avec leur pays d'origine. Dans leur pays, ils rencontrent d'autres cultures. L'étranger devient plus proche, comme se rapprochent les chances de le comprendre. Là

où domine la peur de l'étranger, le risque augmente de voir des préjugés donner naissance à des conflits. Là où les conflits culturels sont attisés par les contrastes sociaux, là naît la violence. Mais aujourd'hui, la diversité culturelle est une caractéristique des sociétés qui réussissent.

Démocratie et politique

La mondialisation réduit les possibilités pour l'Etat nation démocratique de faire des choix. Dans le même temps, de nouvelles missions se font jour pour la politique. C'est notamment vrai du changement climatique, de l'intégration sociale de millions de personnes et de l'évolution démographique.

Beaucoup ressentent la perte de pouvoir de l'Etat à l'ère de la mondialisation. Ils ne croient plus que la politique peut changer les choses. Rétablir la confiance dans notre pouvoir de façonner la société et encourager les hommes à prendre eux-mêmes en main leurs destins, dans l'autodétermination et la solidarité, cela fait partie des tâches essentielles de la sociale-démocratie.

Notre démocratie traverse une crise de confiance. L'attachement traditionnel aux partis politiques est en déclin. En revanche, la volonté de s'engager dans la société existe bel et bien toujours, parce que nous ne vivons pas dans une époque apolitique. Les partis politiques demeurent un élément indispensable de la société démocratique. Ils fédèrent les convictions et les intérêts de la population. Ils véhiculent, par l'articulation politique des volontés, les besoins et les attentes des citoyens à l'égard des échelons de décision et d'action de notre collectivité. Ils ont besoin pour cela de structures internes démocratiques, de mobilité, d'imagination, de lisibilité, de fiabilité et de confiance.

Nous, hommes et femmes sociaux-démocrates, en sommes convaincus : les hommes ont entre leurs mains le pouvoir de façonner leur avenir dans la paix, la justice et la solidarité. Une analyse claire et réaliste de l'époque dans laquelle nous vivons nous conduit à notre conception d'un avenir qui vaut d'être vécu. Nul chemin ne peut nous ramener en arrière, à l'ère de l'ancienne société industrielle et des Etats nations du XXème siècle. La mission première du XXIème siècle, c'est de modeler la mondialisation grâce à la démocratie politique. Nous nous tournons vers l'avenir.

2. Nos valeurs et nos convictions profondes

La sociale-démocratie allemande, le plus vieux parti démocratique d'Allemagne, a toujours fait partie d'un mouvement international pour la liberté. Après sa fondation, elle fut les deux : un mouvement d'émancipation des travailleurs et un mouvement pour la démocratie, qui devait vaincre l'Etat autoritaire. C'est elle qui a porté en Allemagne les idées de la Révolution française et de la Révolution de 1848. En Allemagne, l'histoire de la démocratie est indissociable de l'histoire de la sociale-démocratie. Elle a conquis par ses luttes les libertés individuelles et la démocratie, le droit de vote des femmes, elle s'est opposée à toute dictature. Elle a reconnu très tôt le danger du national-socialisme et refusé au Reichstag d'accorder les pleins pouvoirs à Hitler. Beaucoup de sociaux-démocrates, hommes et femmes, ont participé à la résistance et ont été victimes de la terreur du régime nazi. L'attachement à la liberté a rendu inévitable la rupture avec les communistes. La refondation de la sociale-démocratie en RDA fut un signal pour la liberté.

La sociale-démocratie est issue du mouvement ouvrier. Elle a conquis les droits des travailleurs, développé l'Etat social, et avec les syndicats, elle a transformé les prolétaires méprisés en citoyens et citoyennes fiers et sûrs d'eux, et ayant les mêmes droits que les autres.

Le parti social démocrate – au contraire d'autres partis – a toujours été tourné vers la politique internationale et l'Europe. C'est pourquoi nous continuons de travailler au projet de l'Europe unie, qui était une vision en 1925 dans le programme de Heidelberg du SPD, et qui peut aujourd'hui être achevé. Bien que de nombreux pacifistes convaincus voient dans la sociale-démocratie leur appartenance politique, le SPD n'a jamais été un parti pacifiste. Mais il a toujours été insensible aux sirènes du chauvinisme et du militarisme. Lorsqu'il a assumé des responsabilités gouvernementales, il a servi la paix. Nous sommes fiers de ne jamais avoir soumis notre peuple à la guerre, à l'oppression ou à la tyrannie.

Depuis son origine, la sociale-démocratie a toujours été le parti de la démocratie. Elle a marqué de façon déterminante la culture politique de notre pays. En son sein travaillent des femmes et des hommes d'origines différentes, de convictions religieuses et idéologiques diverses. Depuis le programme de Godesberg,

ils se conçoivent comme appartenant à un parti populaire de gauche, qui puise ses racines dans le judaïsme et le christianisme, l'humanisme et les Lumières, l'analyse marxiste de la société et les leçons du mouvement ouvrier. Le parti populaire de gauche doit des avancées importantes au mouvement féministe et aux nouveaux mouvements sociaux.

Nous savons que chaque époque exige ses propres réponses aux questions sociales et politiques. A la recherche de réponses que peuvent apporter nos programmes aux évolutions contemporaines de la société, nous revendiquons la liberté de chacun de défendre ses opinions. Nous saluons et respectons les convictions profondes et les opinions religieuses de chacun. Jamais elles ne sauraient être soumises aux résolutions d'un parti. Ce qui nous unit, c'est la conviction qu'on peut faire changer la société et qu'on n'est pas obligé de capituler devant l'action aveugle de la mondialisation capitaliste. Et ce qui nous unit, c'est aussi l'expérience de l'histoire : elle nous enseigne que la politique sociale-démocrate ne peut réussir que si elle s'accompagne de l'engagement démocratique des individus au sein des syndicats, des mouvements et réseaux pour la paix, pour le droit des femmes, l'environnement, les droits civiques, pour un monde uni et pour une autre mondialisation. Le SPD se sent attaché à ces mouvements, aujourd'hui comme dans l'avenir.

Notre image de l'homme

La même dignité pour tous les hommes, c'est le point de départ et l'objectif de notre politique. Les individus portent en eux des possibilités diverses. Ils ne sont prédéterminés ni au bien, ni au mal. Ils sont doués de raison et aptes à apprendre. C'est pourquoi la démocratie est possible. Ils sont faillibles, peuvent se tromper et retomber dans l'inhumanité. C'est pourquoi la démocratie est nécessaire. Chaque individu est responsable de sa propre vie. Personne ne peut ni ne doit lui retirer cette responsabilité. Les hommes ne doivent jamais être réduits à un moyen au service d'un quelconque objectif, pas plus par l'Etat que par les entreprises. Nous dénonçons toute velléité de toute puissance de la politique sur les individus. Lorsque la politique en vient à promettre le bonheur et l'accomplissement de soi, elle court de risque de dériver vers un régime totalitaire.

La démocratie est le seul régime politique qui tient compte de la responsabilité individuelle et qui mesure en conséquence les limites de la

politique. Les droits de l'homme et du citoyen imposent à la politique et aux institutions de l'Etat des limites sans lesquelles il ne peut y avoir de démocratie. Mais l'homme n'est pas seulement un être individuel avec ses droits et ses devoirs ; c'est aussi un être social, donc fait pour la coopération et prêt à la coopération. La démocratie soutient la disposition à la coopération à travers ses institutions ; elle organise la solidarité par delà les différences de situation sociale, de génération et d'origine.

C'est « libres et égaux en dignité et en droits », selon les termes de la Déclaration universelle des droits de l'homme, que les hommes doivent pouvoir déterminer eux-mêmes leur vie dans la collectivité. Nous voulons une société d'hommes libres et égaux, dans laquelle chacun peut épanouir sa personnalité en toute liberté, sans attenter à la dignité et à la liberté des autres. Nous nous opposons à toute forme de discrimination. La dignité de l'homme ne dépend ni de ses performances ni de son utilité économique. C'est pourquoi la société, face au handicap, à la vieillesse, au commencement comme à la fin de la vie, a un devoir spécifique de protection de la dignité humaine.

Nos valeurs fondamentales

« Liberté, égalité, fraternité » les exigences fondamentales de la révolution française, sont les bases de la démocratie européenne. Depuis que l'objectif de l'égalité dans la liberté est devenu le symbole le plus fort de la justice dans l'ère moderne, la liberté, l'égalité et la solidarité ont été et sont les valeurs fondamentales du socialisme libéral et démocratique. Ces valeurs demeurent le critère sur lequel nous jugeons la réalité politique, l'aune d'une meilleure organisation de la société, le sens de l'action des sociaux-démocrates, femmes et hommes.

Tout au long de son histoire, la sociale-démocratie a cherché à conquérir, à côté des conditions juridiques, les conditions matérielles de la liberté ; à côté de l'égalité de droit, l'égalité face à la participation à la société et aux opportunités de la vie, c'est à dire la justice sociale.

Il n'est pas rare que conservateurs et libéraux opposent les valeurs fondamentales les unes aux autres : plus il y aurait de liberté, moins il y aurait d'égalité, et réciproquement. Pour les sociaux-démocrates, les deux forment un tout. Elles ont même valeur et même rang. Mais surtout : elles se conditionnent, se complètent, se soutiennent et se limitent mutuellement.

Notre vision des valeurs fondamentales nous empêche de réduire la liberté à la liberté du marché, la justice à l'Etat de droit, la solidarité à la prévoyance pour les plus pauvres.

La liberté, cela signifie la possibilité de déterminer soi-même sa vie. Chaque homme a vocation et compétence à vivre libre. C'est la société qui détermine s'il peut vivre conformément à cette vocation. Il doit être libre de dépendances humiliantes, exonéré de la détresse et de la peur, et il doit avoir la possibilité de développer ses capacités et d'assumer sa part de responsabilité dans la société et la politique. Seul celui que se sait suffisamment protégé au plan social peut user de sa liberté.

La liberté des uns s'arrête là où commence celle des autres. Quiconque expose les autres à une restriction de leur liberté ne saurait être lui-même durablement libre.

La justice se fonde sur l'égalité de tous les hommes. Elle signifie la même liberté et l'égalité des chances pour tous, indépendamment des origines ou du sexe. La justice signifie donc que tous bénéficient également de l'éducation, du travail, de la protection sociale, de la culture et de la démocratie, du même accès à l'ensemble des biens publics. Lorsque l'inégale répartition des revenus et de la fortune partage la société entre ceux qui disposent des autres et ceux dont on dispose, elle viole l'égalité devant la liberté et devient donc injuste. C'est pourquoi la justice requiert plus d'égalité dans la répartition des revenus, du patrimoine et du pouvoir. Car les grandes inégalités dans cette distribution mettent en péril l'égalité des chances. C'est pourquoi la démocratie sociale est nécessaire.

L'égalité des chances ne signifie pas l'uniformisation. Au contraire : elle offre un espace à l'épanouissement des préférences et des capacités individuelles. Les individus sont et restent différents les uns des autres. Mais les inégalités naturelles ne doivent pas se transformer en destin social. Les parcours de vie ne sauraient être définis d'avance. Nous nous élevons contre toute forme de privilèges ou de désavantage du fait de l'origine, de la condition, de la couleur de peau, du sexe, de l'orientation sexuelle, de la religion.

L'apport de chacun doit être reconnu et respecté. Ce qui est juste, c'est une répartition des revenus et de la fortune appropriée au regard de l'apport de chacun. La propriété crée des engagements : quiconque gagne plus que la moyenne, détient plus de patrimoine que

d'autres, doit aussi contribuer davantage au bien-être de la société.

La solidarité signifie des attachements et obligations mutuels, une appartenance et une aide réciproque. C'est la disposition des hommes à prendre la défense des autres et à s'aider mutuellement. Elle s'applique entre les forts et les faibles, entre les générations, entre les peuples. La solidarité donne le pouvoir de faire changer les choses, c'est ce qui ressort de l'expérience du mouvement ouvrier. La solidarité est une force puissante qui donne sa cohésion à notre société – à travers la disposition spontanée et individuelle à venir en aide, à travers des règles et organisations communes, à travers le rôle social de l'Etat, caution politique d'une solidarité organisée.

Le socialisme démocratique

Notre histoire est marquée par l'idée du socialisme démocratique, d'une société d'hommes libres et égaux dans laquelle nos valeurs fondamentales sont réalisées. Elle exige une organisation de l'économie, de l'Etat et de la société dans laquelle les droits civiques, politiques, sociaux et économiques fondamentaux sont garantis pour tous, dans laquelle tous les hommes peuvent vivre sans subir l'exploitation, l'oppression et la violence, c'est à dire mener leur vie dans une sécurité sociale et humaine.

La fin du socialisme d'Etat de type soviétique n'a pas contredit l'idée du socialisme démocratique ; elle a au contraire confirmé de façon prégnante l'attachement de la sociale-démocratie à ses valeurs fondamentales. Le socialisme démocratique incarne toujours pour nous la vision d'une société libre, juste et solidaire, dont la réalisation est notre devoir permanent. Le principe de notre action, c'est la sociale-démocratie.

La primauté de la politique et le principe de durabilité

C'est parce que nous sommes attachés à cet objectif que nous tenons à la primauté de la politique démocratique et que nous refusons que l'action politique soit soumise à l'économie. Nous avons à cet égard une conception large de ce qui constitue la politique, qui ne doit pas se réduire à l'Etat, mais inclut au contraire les alliances et réseaux de la société civile ainsi que l'engagement autonome des individus. La politique doit veiller à

ce que ne devienne pas une simple marchandise ce qui n'a pas le droit de devenir une marchandise : le droit, la sécurité, l'éducation, la santé, la culture, notre environnement naturel.

La démocratie va devoir dans l'avenir faire ses preuves en garantissant l'accès à ces biens publics, en affirmant la responsabilité politique à l'égard des services publics élémentaires, qui seuls rendent possible une répartition équitable des chances de la vie. Dans un monde dans lequel les ressources se font plus rares, c'est plus nécessaire que jamais, et cela ne saurait être confié au marché.

Pour nous, le marché est un moyen nécessaire, et supérieur aux autres, de coordination de l'activité économique. Toutefois, le marché, livré à lui-même, est aveugle aux considérations sociales et écologiques. De lui-même, il n'est pas en mesure de fournir les biens publics en quantité adéquate. Pour que le marché puisse déployer son efficacité bénéfique, il a besoin de règles, d'un Etat apte à sanctionner, de lois efficaces et d'une formation équitable des prix.

Vu les défis du XXIème siècle, vu la mondialisation et la crise écologique, nous considérons que le développement durable est le seul principe de base responsable pour l'action politique et économique. Le principe de durabilité signifie qu'il faut penser à partir de l'avenir ; qu'il faut résister au primat du court terme tout comme à la suprématie de la logique économique, de la seule logique des entreprises ; qu'il faut concevoir la politique à partir de l'idée de la société, et percevoir la diversité démocratique, la durabilité écologique, l'intégration sociale et la participation culturelle comme les idées maîtresses de la politique sociale-démocrate.

Notre conception du progrès au XXIème siècle exige la liaison des responsabilités sociales, économiques et écologiques ; elle a pour objectif une croissance qualitative et l'amélioration de la qualité de vie, l'accroissement des possibilités et choix de vie et de la liberté individuelle par une maîtrise des technologies, par le progrès scientifique et par une gestion responsable des ressources naturelles finies et des possibilités infinies du génie humain.

La politique de la démocratie sociale

A une vision de la société réduite à l'économie, la démocratie sociale oppose une image de l'homme fondée sur les valeurs humanistes de l'égalité dans la dignité et le respect. Les hommes ne sont pas en concurrence les uns avec les autres, ils ont besoin les uns des autres. Le sens de leur vie ne résulte pas du fait qu'ils disposent ou non des biens économiques commercialisés. Les hommes sont plus que des consommateurs et des producteurs, et c'est pourquoi nous nous opposons à ce que tous les domaines de la vie soient passés au crible de l'économie.

La qualité de vie est plus que la quête du confort matériel. Les hommes aspirent à vivre dans des communautés préservées, dans lesquelles les rapports sont pacifiques et solidaires, dans lesquelles les mêmes chances et les mêmes droits s'appliquent à tous, notamment sans distinction de sexe. Les hommes recherchent la reconnaissance, le sentiment d'être utiles, et pas seulement dans leur métier. Ils existent dans et par leurs relations avec leurs familles, leurs partenaires, leurs enfants, et leurs amis. Pour cela, il leur faut du temps. Les gens ne sont vraiment riches que dans une société qui leur donne davantage de temps libre dont ils peuvent disposer à leur guise. Une vie menée exclusivement au chronomètre, au rythme d'une disponibilité permanente, va à l'encontre de cette idée.

Nous voulons une société dans laquelle le dynamisme et l'innovation créent du progrès. Mais nous voulons ce-faisant préserver et consolider les fondements de la cohésion humaine. L'individualisme et la possibilité de concevoir des projets de vie divers sont des valeurs importantes, mais elles peuvent aussi entraîner une perte de lien social et générer de nouveaux conflits. Le manque de repères, c'est le revers de la diversité et des changements sociaux ; ceux-ci renforcent le désir de se raccrocher à quelque-chose, et de trouver du sens. C'est pourquoi nous voulons contribuer à ce que les hommes se sentent acceptés, aient un sentiment d'appartenance, et donc se sentent en sécurité.

La sociale-démocratie ne garantit pas seulement les droits civiques, politiques et culturels fondamentaux, mais aussi les droits sociaux et économiques fondamentaux de tous les hommes. Elle assure la participation sociale à égalité de droit pour chacun grâce à la démocratisation de la société, en particulier par le truchement de la cogestion, d'un Etat social pré-

voyant basé sur les droits et libertés individuels, et d'une économie de marché coordonnée dans laquelle est assurée la primauté de la démocratie sur les marchés.

3. Nos objectifs, notre politique

3.1 Un monde de paix et de justice

La politique internationale de la sociale-démocratie allemande poursuit un objectif : prévenir les conflits et engendrer la paix. Pour cela, nos principes sont l'entente la solidarité internationale et la sécurité commune par la coopération. Nous nous appuyons sur la conviction que le pouvoir doit être soumis au droit.

Pour la première fois de son histoire, l'humanité ne peut plus résoudre ses problèmes existentiels que par une volonté commune. Nous ne pourrions parvenir qu'ensemble à la sécurité globale. Pour cela, il faut donner naissance à une politique intérieure mondiale avec des Nations Unies fortes, et créer un ordre économique mondial équitable. L'Europe a un rôle essentiel à jouer dans la réalisation de ces deux objectifs. L'Union européenne doit être notre réponse politique à la mondialisation.

Les sociaux-démocrates veulent que toutes les nations, tous les peuples et tous les hommes profitent de la paix et de la prospérité. Le SPD est convaincu que la coopération est le mot-clé du siècle nouveau.

La sociale-démocratie est pleinement consciente de la responsabilité accrue de l'Allemagne pour la paix dans le monde. Nous assumons activement ce rôle international. Le SPD est une force de paix en Allemagne et en Europe. Nous refusons toute forme de guerre d'agression ou de guerre préventive.

Pour nous, le caractère inaliénable et universel des droits de l'homme n'est pas négociable. La loi fondamentale, la Charte Européenne des Droits Fondamentaux, la charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, le droit international humanitaire et les Objectifs du Millénaire pour le développement déterminent notre politique internationale. La peine de mort doit être interdite dans le monde entier.

Ce qui crée la sécurité internationale, ce n'est pas le droit du plus fort, mais la force du droit. A l'ère de la mondialisation, aucun Etat ne peut réussir durablement s'il tente d'imposer ses intérêts de manière unilatérale. Nous sommes partisans du multilatéralisme, c'est à dire de la coopération organisée entre les Etats. Nous nous inscrivons dans le droit fil de la politique de détente menée avec succès par Willy Brandt en Europe ; le concept de sécurité commune, les mesures de confiance et la coopération économique et civile en étaient des éléments importants. Nous plaillons pour une nouvelle politique de détente qui permet l'entente, évite les politiques d'armement et rend possible la résolution pacifique des conflits.

Nous fondons notre politique internationale sur une acception globale de la sécurité : la sécurité pour tous suppose la paix, la justice et la liberté, la démocratie, le développement social, économique, culturel et durable.

Nous allons à la rencontre des autres peuples dans un esprit d'amitié, d'ouverture et de respect. De nombreuses civilisations ont contribué au patrimoine culturel de l'humanité. Nous disons un non sans équivoque à ceux qui en appellent à un combat des cultures. La politique culturelle extérieure fait partie d'une bonne politique étrangère, qui suscite l'intérêt et la compréhension pour notre pays et favorise le dialogue avec d'autres cultures.

Après la fin du conflit Est-Ouest, aucune nouvelle architecture de sécurité ne s'est encore mise en place pour l'ère de la mondialisation. De nouvelles puissances revendiquent leur place dans le concert des nations. Notre politique étrangère, de sécurité et de développement doit entretenir des liens étroits avec les pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique. Ils sont nos partenaires pour la construction d'un ordre mondial juste.

L'Allemagne a une responsabilité particulière vis-à-vis du droit à l'existence d'Israël. C'est aussi pourquoi nous nous engageons en faveur d'un règlement pacifique au Proche-Orient sur la base des traités internationaux. Nous défendons le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et la création d'un Etat palestinien viable.

La sociale-démocratie veut renouveler le partenariat transatlantique. L'Allemagne, l'Europe et les Etats-Unis d'Amérique partagent des valeurs communes. C'est sur cette base qu'elles coopèrent étroitement notamment au sein de l'OTAN. Après l'effondrement du com-

munisme, l'Alliance transatlantique a toutefois besoin d'une nouvelle définition de ses objectifs, qui rende compte des exigences de l'ère de la mondialisation. Nous ne pouvons parvenir à un ordre mondial de paix qu'avec les Etats-Unis ; c'est pourquoi les relations avec les Etats-Unis revêtent pour nous un poids particulier.

L'amitié et la coopération franco-allemandes ont été et restent non seulement le moteur de la construction européenne, mais elles conservent également une valeur propre. Nous voulons aussi développer de la même façon les relations avec la Pologne.

Le partenariat stratégique avec la Russie est indispensable à l'Allemagne et à l'Union européenne. L'ouverture de la Russie assure la paix et la stabilité sur notre continent.

Le renforcement de la coopération mondiale et régionale

Pour parvenir à la paix dans le monde, il faut conforter les alliances, organisations et intérêts communs. C'est pourquoi nous prônons d'étendre le rôle des Nations Unies à celui d'instance suprême d'un ordre juridique mondial. Nous voulons créer et faire prévaloir le droit mondial. Pour y parvenir, il faut renforcer les juridictions internationales. Le droit international ne gagnera en caractère contraignant et ne sera un facteur de résolution des conflits que s'il parvient à imposer des sanctions.

Pour accroître la légitimité des Nations Unies, il faut en réformer et en démocratiser les institutions. Nous voulons renforcer les droits de l'Assemblée générale et la position du Secrétaire général des Nations Unies. Lors de la réforme du Conseil de sécurité, il faudra veiller à une juste participation de tous les continents. Nous refusons le droit de veto individuel de certains Etats membres. L'Allemagne devrait assumer davantage de responsabilités concrètes au sein des Nations Unies, notamment avec un siège permanent au Conseil de sécurité. A terme, l'Union européenne doit y obtenir un siège.

Nous défendons l'idée d'un Conseil mondial des Nations Unies pour la politique économique, sociale et environnementale. Il devra contribuer à concilier entre eux les intérêts économiques, les besoins sociaux et les impératifs écologiques, et à limiter les risques liés aux flux incontrôlés de capitaux, au dumping social et écologique. Toutes les régions et les institutions commerciales et financières inter-

nationales devront être représentées au sein de ce Conseil par des personnalités de haut rang.

La paix et la sécurité sont des biens publics mondiaux. C'est pourquoi veiller à la stabilité financière et économique, empêcher les catastrophes climatiques, protéger les écosystèmes et se prémunir contre les épidémies, sont des tâches qui incombent à la politique mondiale. Pour que les Nations Unies puissent faire face à leur responsabilité en la matière, il faut que la communauté internationale lui en donne les moyens, dans son propre intérêt bien-compris.

Les flux de capitaux incontrôlés sur les marchés financiers peuvent mettre en péril des économies nationales entières. Nous voulons donner un cadre réglementaire efficace aux marchés financiers au plan international.

Les institutions et organisations internationales comme le Fonds Monétaire International, la Banque Mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce, doivent être évaluées à l'aune de la durabilité économique, sociale et écologique, des droits de l'homme et des droits des travailleurs. Leurs décisions doivent être transparentes. La répartition des droits de vote doit mieux refléter les intérêts des pays en développement, surtout des plus pauvres d'entre eux.

Nous voulons renforcer l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Les décisions du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale, de l'Organisation Mondiale du Commerce et des Nations Unies doivent mieux prendre en compte et intégrer les normes fondamentales du travail de l'OIT. Pour conforter les droits des travailleurs, les syndicats libres sont indispensables partout dans le monde.

Le Conseil de l'Europe et l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe sont, en tant qu'organisations internationales régionales, des modèles en matière de dépassement des oppositions entre les peuples. L'Allemagne soutiendra la création d'organisations similaires dans d'autres régions du monde.

Les organisations de la société civile ont un rôle important pour l'entente entre les peuples. Nous nous considérons comme un partenaire de la Confédération Syndicale Internationale, des organisations non-gouvernementales et des églises, qui nous font sans cesse porter le regard sur les conflits internationaux et ébauchent des solutions.

Nous défendons l'accroissement du rôle de l'Internationale Socialiste (IS) en tant qu'alliance transnationale et politique des partis sociaux-démocrates du monde. Elle doit jouer un rôle de poids dans la démocratisation de la politique internationale, en particulier pour la constitution d'une opinion publique mondiale.

Une politique de sécurité globale

La paix signifie pour nous davantage que l'absence de guerre. La paix est la base élémentaire d'un développement civilisé de notre société mondiale. La prévention des crises est la politique de sécurité la plus efficace. Nous sommes convaincus que la paix durable n'est possible que si l'on parvient à surmonter les causes structurelles de conflits que sont la faim, la misère et le manque de ressource. La guerre ne doit pas être un moyen de l'action politique.

Pour nous, bâtir un ordre économique mondial équitable et une coopération au développement en partenariat, ce n'est pas seulement un commandement pour l'humanité ; ce sont également des pierres apportées à l'édifice de la politique de sécurité globale. C'est pourquoi nous voulons, d'ici à 2015, relever progressivement jusqu'à 0,7 % du Produit intérieur brut les moyens de la lutte contre la pauvreté et le sous-développement. Combattre la corruption, promouvoir la bonne gouvernance, désendetter systématiquement les pays en développement, lutter contre le SIDA et les épidémies, restent autant d'objectifs centraux de la lutte contre la pauvreté.

Dans de nombreuses sociétés, les femmes portent la responsabilité principale en matière de développement social et économique. Sans une participation des femmes à égalité de droits partout dans le monde, la démocratie, la justice mondiale et le développement durable ne sont pas réalisables.

Il nous faut davantage d'équité dans le commerce mondial. Les pays en développement ne demandent pas l'aumône – ils veulent des chances équitables sur les marchés. Pour cela, les pays industrialisés doivent ouvrir leurs marchés dans le cadre de l'Organisation Mondiale du Commerce, et réduire progressivement les subventions à leurs exportations agricoles, jusqu'à leur suppression totale.

Désarmement et non-prolifération

La prolifération constante des armes de destruction massive exige une nouvelle politique de contrôle effectif des armements, de limitation des armements et de désarmement. Nous sommes favorables au démantèlement de toutes les ogives nucléaires stockées sur le territoire allemand. Nous affirmons notre objectif d'un monde sans arme atomique, et plaidons pour que l'enrichissement d'uranium soit placé sous le contrôle de la communauté internationale. Nous plaidons pour la mise en place d'une interdiction internationale contraignante de l'emploi des armes atomiques. L'espace doit être exempt d'armes. Nous redoublons d'efforts en matière de limitation et de contrôle des armements conventionnels. Sur la question du désarmement en particulier, nous voulons renforcer et étendre les accords multilatéraux. La production et l'exportation de mines terrestres et de bombes à sous-munitions doivent être interdites.

Nous continuerons à veiller à ce que l'Allemagne ne cherche ni à fabriquer, ni à détenir, ni à employer des armes de destruction massive. Nous sommes favorables à une politique de contrôle strict des exportations d'armements. Les produits d'armement ne sont pas des marchandises ordinaires. Le respect des droits de l'homme, la bonne gouvernance et l'interdiction de livrer des armes dans des régions en conflit sont pour nous des conditions essentielles pour les autorisations d'exportation. Il faut refuser les exportations d'armement vers les pays en développement, parce qu'elles menacent le développement durable de ces pays.

Une responsabilité pour la sécurité et la paix

La raréfaction des ressources et les catastrophes climatiques sont une énorme source potentielle de conflits. A l'heure de la mondialisation, la protection contre les changements climatiques et l'accès à l'énergie, aux matières premières et à l'eau sont des questions saillantes de la sécurité internationale. Les énergies renouvelables et l'amélioration des rendements énergétiques sont des clés du développement pacifique.

Le délitement des Etats permet à l'anarchie et aux zones de non-droit de s'étendre. L'Allemagne doit être prête à assumer des responsabilités pour le rétablissement de l'Etat de droit et des structures d'une société civile.

La forme la plus dangereuse de la violence hors du contrôle de l'Etat, c'est le terrorisme. La lutte contre le terrorisme n'est pas la guerre ; c'est une lutte contre la criminalité. C'est là une mission qui incombe à la police, à la justice et aux services secrets. Dans la lutte internationale contre le terrorisme, ce n'est que lorsque ces moyens sont dépassés que sonne, en dernier recours, l'heure de l'action militaire. Même face au terrorisme, nous rejetons tout assouplissement du droit international.

Les conflits peuvent certes être remportés par des moyens militaires, mais jamais ils ne peuvent être résolus par ces seuls moyens. C'est pourquoi nous poursuivons une politique de paix basée prioritairement sur la prévention des conflits.

Tout engagement de la Bundeswehr doit toujours s'inscrire dans un ensemble de mesures politiques, diplomatiques, éco-nomiques, de développement et d'actions culturelles. C'est pourquoi nous voulons accroître les moyens de la prévention civile des crises et de la réaction aux crises, et développer les instruments de cette politique. L'emploi de moyens militaires reste pour nous l'ultime recours. Même pour stabiliser la paix, nous ne voulons engager des hommes et des femmes soldats que lorsque les autres moyens ne suffisent pas.

L'Allemagne peut prendre part à ces missions lorsqu'elles sont légitimées par un mandat des Nations Unies, contraignant au regard du droit international, lorsque cet engagement n'est pas contraire à l'intérêt que porte l'Allemagne à la paix dans le monde et à la prospérité de la nation, et lorsque le Bundestag l'approuve.

Après avoir surmonté la division de l'Europe et après la réunification allemande, la Bundeswehr a assumé plus de responsabilité dans le cadre de notre politique de coopération au service de la paix et de la sécurité. Nos soldats, femmes et hommes, par leur attachement au droit, jouissent partout dans le monde d'une confiance et d'un prestige importants. Il faut préserver l'ancrage de la Bundeswehr dans la société et son acceptation par la société. Le maintien de la conscription en est le garant. C'est pourquoi nous voulons renforcer le volontariat dans le service militaire.

Tout être a le droit d'objecter au service militaire pour des raisons de conscience. Il faut aussi imposer ce droit au plan international.

3.2 L'Europe sociale et démocratique

Dès 1925, la sociale-démocratie s'est engagée en faveur de la construction européenne en appelant à la création des Etats-Unis d'Europe. Ce qui semblait alors inaccessible est aujourd'hui devenu réalité : après deux guerres mondiales, la construction européenne a offert à notre continent la période la plus pacifique de son histoire. La guerre, les déplacements de populations, et la faim ont été surmontées. L'Union européenne est avant tout un projet de paix, nous voulons en faire une puissance de paix capable d'agir. Mais l'Europe est aussi une communauté de valeurs démocratique et sociale. Le modèle sociétal européen allie le progrès économique, l'équilibre social et la liberté individuelle. Il crée des repères pour l'égalité entre homme et femme, et garantit les droits des minorités. La sociale-démocratie représente une Europe tolérante, qui perçoit comme une richesse ses différentes nations et régions, ses cultures et religions différentes, et en prend soin.

Lorsque l'Etat n'est plus en mesure de fixer un cadre social et environnemental aux marchés, c'est à l'Union européenne qu'il incombe de le faire.

L'Union européenne doit devenir notre réponse à la mondialisation.

L'Europe démocratique

L'Union européenne a aujourd'hui pris certains traits d'une entité étatique en propre. Les décisions européennes touchent de plus en plus de domaines de notre vie. Nous voulons créer l'Europe des citoyens. Nous voulons oser davantage de démocratie européenne.

Nous sommes guidés par la vision d'une union politique qui accorde à tous les citoyens européens des droits de participation démocratique. L'Europe démocratique a besoin d'un gouvernement qui réponde devant un parlement sur la base d'une Constitution européenne.

Nous voulons une Europe fédérale dans laquelle les Etats nations prennent part à la législation européenne avec le Parlement européen.

Quant à ce qui concerne les hommes et les femmes sur place, dans les régions, dans les Länder, cela relève de leur compétence politi-

que, pour que les décisions politiques soient prises au plus près des citoyens. Les règles européennes ne doivent pas mettre à mal ce principe.

Il faut renforcer les compétences du Parlement européen. C'est la seule façon pour qu'il puisse contribuer à la législation européenne à égalité de droit avec les gouvernements nationaux regroupés en conseil des ministres européens.

Le Parlement européen a besoin de droits de contrôle parlementaire étendus vis-à-vis de la Commission européenne, et du droit d'initiative législative propre. Le Président de la Commission européenne doit être élu par le Parlement européen.

La démocratie européenne a besoin d'une opinion publique européenne. Dans cette perspective, les médias européens, les organisations européennes de la société civile, les partenaires sociaux européens, mais aussi les partis politiques européens forts sont indispensables. Notre objectif est de transformer le Parti Socialiste Européen en un parti de militants et de programme. Nous défendons l'élaboration d'un programme fondamental social-démocrate pour l'Europe, et nous voulons présenter une tête de liste pour toute l'Europe lors des élections au Parlement européen.

La transformation de l'Union européenne en une véritable démocratie ne doit pas échouer sur le manque de volonté de quelques Etats ou de leurs gouvernements. C'est pourquoi elle peut prendre la forme d'une coopération renforcée entre quelques Etats membres. Cette coopération doit rester ouverte à tous les Etats membres.

L'Europe sociale

L'Europe a créé le plus grand marché intérieur du monde et mis en place avec succès une monnaie commune. C'était dans l'intérêt des citoyens d'Europe. Mais ni en Allemagne ni en Europe nous n'accepterons que l'économie de marché n'engendre une société de marché. Après la communautarisation de la politique monétaire, nous plaçons pour une coordination de la politique économique, financière et monétaire au service de la croissance et de l'emploi. Pour cela, il nous faut fixer des objectifs macro-économiques contraignants.

Il faut que l'Union sociale européenne soit placée sur un pied d'égalité avec l'Union éco-

nomique et monétaire. Il existe différentes formes et traditions nationales du modèle social européen. En revanche, les bases communes à tous les Etats sociaux en Europe sont un Etat efficace, des systèmes de sécurité sociale qui protègent contre les risques élémentaires de l'existence, un haut niveau d'éducation, des services publics de base, une réglementation des conditions de travail et des droits de participation et de cogestion des salariés.

L'Union sociale européenne respecte les traditions nationales, mais crée parallèlement des règles et normes européennes obligatoires sous lesquelles on ne saurait passer. Nous ne voulons pas uniformiser les systèmes sociaux, mais nous voulons nous mettre d'accord avec les autres Etats membres sur un pacte social de stabilité. Pour convenir d'un pacte social de stabilité entre les Etats membres, nous proposons des objectifs et des normes de dépenses nationales en matière d'affaires sociales et d'éducation en fonction des performances économiques de chaque pays.

Lorsque l'activité économique est transfrontalière, les droits des travailleurs ne doivent pas s'arrêter aux frontières. C'est pourquoi nous voulons assurer et étendre la cogestion des salariés dans les entreprises européennes. Pour renforcer et imposer au plan européen l'autonomie des partenaires sociaux, nous plaçons pour l'instauration d'une base juridique européenne pour les négociations collectives et les conventions collectives transfrontalières.

Pour que la course à la baisse de la fiscalité des entreprises ne ruine pas les Etats, nous voulons que soient fixés pour toute l'Europe des taux planchers et une assiette d'imposition unique.

La liberté d'accès aux services publics de qualité fait partie du modèle de société européen. Chaque Etat y veille à sa manière, mais le principe doit en être arrêté de façon contraignante pour l'ensemble de l'Union européenne.

Les pays de l'Union européenne doivent, pour préparer leur avenir, investir davantage dans l'éducation, la recherche et l'innovation. Ces priorités doivent aussi se refléter dans le budget européen. Nous plaçons pour une baisse des contributions prises sur les budgets nationaux et l'édification à long terme d'une source de recettes propres à l'Union européenne. Cela suppose toutefois que la politique budgétaire de l'Union européenne soit transparente,

efficace et soumise à un contrôle démocratique.

Pour permettre aux jeunes de faire l'expérience de l'Europe et pour renforcer notre identité européenne commune, nous souhaitons que tous les jeunes aient la possibilité de découvrir la vie quotidienne d'un autre pays européen dans le cadre de programmes d'échanges ou de rencontres de jeunes.

L'Europe, puissance de paix

Nous souhaitons poursuivre l'évolution de l'Union européenne pour en faire une puissance de paix capable d'agir. Une politique européenne autonome de paix doit se concentrer sur ses atouts : la diplomatie, le dialogue, et le soutien de la démocratie et des droits de l'homme, y compris par des aides au développement économique dans les régions en conflit.

L'Europe a des intérêts concordants en matière de sécurité. Nous voulons une politique étrangère, de sécurité et de défense commune. Pour cela, les armées des Etats membres doivent aussi se rapprocher plus étroitement les unes des autres. A terme, nous voulons une armée européenne dont l'utilisation doit être légitimée par le Parlement.

L'élargissement de l'Union a apporté la paix, la stabilité et la prospérité. Nous sommes favorables au respect des promesses faites aux pays auxquels a été offerte la perspective d'une adhésion et qui en remplissent les critères. Cela vaut aussi pour la Turquie. Une Turquie qui se sent attachée aux valeurs européennes peut devenir un pont important vers d'autres pays musulmans. Tel est aussi l'intérêt de l'Allemagne et de l'Europe.

A l'égard des Etats de la région qui ne peuvent pas rejoindre l'Union européenne même à moyen terme, nous poursuivons l'élaboration de la politique européenne de voisinage.

3.3 La société civile solidaire et l'état démocratique

La démocratie vit de l'engagement des citoyennes et des citoyens. C'est pourquoi nous voulons une société civile forte, vivante, dans laquelle les hommes usent de leur liberté d'opinion, d'association et de réunion. L'Etat démocratique est l'organisation politique autonome des citoyennes et des citoyens.

Une société civile vivante peut et doit contrôler, corriger, susciter, soulager et compléter l'action de l'Etat. Elle ne peut pas la remplacer. Il faut que l'Etat remplisse ses obligations pour qu'une société civile vivante puisse se constituer. Sans une société civile vigilante, l'Etat démocratique est toujours menacé. Tous deux ont besoin l'un de l'autre.

Une société civile forte nous offre un refuge en des temps agités par le changement. Lorsque les hommes s'engagent pour leurs congénères, on peut vivre le sens des responsabilités, le sens de l'équité, la reconnaissance mutuelle, la solidarité et la mesure dans l'usage de la liberté individuelle. La démocratie dépend de telles vertus démocratiques acquises et vécues.

Dans la société civile, les hommes assument de leur propre initiative une responsabilité à l'égard des autres, agissent dans le sens de l'intérêt général. Souvent, ils remarquent plus vite que les pouvoirs publics les domaines dans lesquels une aide est requise. Ils travaillent bénévolement au sein d'associations, de fondations, d'initiatives et d'organisations non gouvernementales. Nous voulons que les activités bénévoles bénéficient d'une plus grande reconnaissance et d'une meilleure protection. Une culture du don de soi à l'intérêt général peut et doit rendre notre société plus diverse et plus humaine.

Les partis politiques, les syndicats, les églises, les communautés religieuses, les organisations sociales et environnementales sont également des piliers de la société civile. Ce sont nos partenaires sur la voie qui conduit à une société humaniste, porteuse d'avenir.

Le sport est une composante importante de notre culture. Il sert à la santé, transmet les valeurs de tolérance et d'équité, relie les hommes et aide à surmonter les contrastes sociaux. C'est pourquoi nous soutenons le sport de masse, le sport de compétition, le sport des personnes handicapées et leurs fédérations. Cela inclut aussi la lutte contre le dopage.

Les régimes autoritaires et totalitaires ont discrédité l'Etat au cours du XXème siècle. C'est ce dont se servent les adeptes radicaux du marché, qui veulent restreindre le rôle de l'Etat à la protection de la propriété et l'organisation des marchés. Chaque fois que c'est possible, ils tentent de confier aux marchés les missions de l'Etat. Mais tout ce qui est confié au marché est condamné à devenir une marchandise que certains peuvent s'offrir, tandis que d'autres ne

le peuvent pas. L'Etat de droit social et démocratique, soutenu et restreint par la société civile, est responsable de ce qui ne doit pas devenir un bien marchand.

L'éducation n'est pas une marchandise ; c'est un droit de l'homme que l'Etat doit s'attacher à servir.

La protection contre la criminalité ne doit jamais devenir une marchandise. C'est une obligation que l'Etat doit remplir à l'égard de chacun, en contrepartie de son monopole du pouvoir.

La culture est plus qu'une simple marchandise ; elle est l'expression d'une société humaine. L'Etat ne doit pas prescrire ce qu'est la culture, mais il doit en revanche rendre la culture possible, notamment celle qui ne pourrait pas s'affirmer sur le marché. L'Etat n'est pas en charge de la vérité, ni philosophique, ni religieuse, ni historique, mais il doit réunir les conditions pour permettre à chacun de poursuivre sa recherche de la vérité.

La protection sociale n'est pas une marchandise, mais le devoir d'un Etat qui est attaché à la dignité de la personne humaine.

L'Etat est là pour fixer et faire respecter le droit, et donc des règles contraignantes. Une judiciarisation sans faille de toutes les situations de l'existence ne conduit pas pour autant à davantage de justice. La déréglementation est nécessaire à chaque fois que des règles surannées deviennent des carcans. La déréglementation érigée en principe est toutefois contraire au but de tout Etat.

L'Etat de droit démocratique peut et doit soumettre au droit tout usage de la violence, y compris le sien. C'est ce qui confère sa légitimité au monopole du pouvoir en la matière. Nous défendrons ce monopole parce qu'il n'existe pas de société plus injuste que celle dans laquelle quelques-uns peuvent acheter leur sécurité, tandis que la plupart des autres ne le peuvent pas.

Le SPD défend un service public performant au service des citoyens sous la responsabilité des pouvoirs publics. L'Etat ne doit pas tout faire lui-même, mais il doit garantir l'accès aux biens publics.

La privatisation peut être utile et responsable. Pour autant, nous nous opposons aux privatisations lorsqu'elles empêchent l'accès aux biens publics et remettent en cause le monopole du pouvoir de l'Etat. Lorsque nous envi-

sageons de privatiser des missions publiques, nous ne nous posons pas seulement la question de l'intérêt à court terme pour les finances publiques ; nous nous interrogeons aussi sur les conséquences de ces choix pour l'action politique future et pour la responsabilité démocratique. Nous ne voulons pas exposer les domaines essentiels des services publics de base aux considérations de rendement des marchés mondiaux de capitaux.

La concertation directe avec les citoyens sert également à faire le lien entre l'Etat dans son rôle d'activateur et la société civile dans son rôle actif, par le truchement des initiatives populaires et des référendums populaires. Ils doivent compléter la démocratie parlementaire, non seulement dans les communes et les länders, mais aussi à l'échelon de l'Etat fédéral, dans des limites qu'il incombe à la loi de déterminer. Les limites que la Constitution impose à la majorité parlementaire s'appliquent également aux initiatives citoyennes.

Pour la plupart des citoyens, la rencontre avec l'Etat prend la forme de la rencontre avec son administration. C'est pourquoi nous avons besoin d'une administration proche des citoyens, au service des citoyens. Il faut démanteler la bureaucratie inutile. Nous ne voulons pas d'un Etat-tutelle.

Les partis démocratiques ont un rôle clé à jouer dans la formation des opinions et l'expression des volontés politiques. Ils sont des intermédiaires indispensables entre la société civile et l'Etat. Ils doivent faire de ce qui touche les citoyens l'objet de leur action politique. Ils sont une école de la discussion politique, et ils sont responsables de ce que les électrices et les électeurs puissent voter pour des femmes et des hommes à la hauteur du travail qui les attend au sein des conseils municipaux et des assemblées. La démocratie a besoin de partis politiques forts, vivants, capables de prendre des décisions, et également de parlements forts. Les parlements sont le cœur de la volonté politique démocratique.

Des communes fortes

La société civile solidaire trouve avant tout sa place dans les communes. C'est elles qui sont responsables des services publics de base et qui marquent le quotidien des individus. C'est dans les communes que se décide si tous les enfants bénéficient d'un soutien au plus jeune âge, si des personnes de cultures différentes vivent les unes avec les autres ou les unes à côté des autres, si les jeunes organisent intel-

ligement leur temps libre, si les personnes âgées restent intégrées, si les gens se sentent en sécurité dans l'espace public. Cela vaut de la même façon pour les régions rurales et pour les grandes villes. C'est le monde à l'échelle humaine des communes et des régions, avec leur histoire et leur culture unique, qui offre un port d'attache, une communauté et une sécurité dans un monde en évolution.

C'est pourquoi nous renforçons l'autogestion communale, nous améliorons sa qualité et augmentons sa liberté d'organisation. Nous augmentons les marges de manœuvre financières des communes, et nous ne leur transférons aucune tâche sans transférer aussi les moyens nécessaires pour l'accomplir.

Une politique sociale de la ville

Plus de la moitié de la population vit déjà dans des zones de concentration urbaine. L'avenir des villes décide de l'avenir de la société. Organiser la coexistence de personnes d'origines, de situations sociales et de styles de vie différents, c'est le rôle d'une politique sociale de la ville. Ce qui guide notre politique, c'est la ville solidaire, qui invite l'ensemble des habitants à prendre une part créative à la vie sociale, économique et culturelle.

Le maintien et la consolidation des habitations en centre-ville ne peuvent réussir que si l'on y trouve suffisamment de logements à des prix abordables. Le logement ne doit pas devenir un objet de spéculation. Maintenir au cœur de la ville aussi bien les personnes âgées que les familles avec enfants, c'est une condition préalable pour que la ville soit vivante.

L'objectif de la politique sociale-démocrate, c'est d'améliorer la cohésion sociale dans les villes et les quartiers. Nous voulons promouvoir des formes de logements adaptés aux besoins des personnes handicapées et transgénérationnelles. Pour que la ville, qui elle aussi vieillit, puisse vivre, nous voulons mieux utiliser les potentiels des seniors actifs, et promouvoir l'engagement citoyen, en particulier parmi nos concitoyens plus âgés. Il faut empêcher les processus de dévalorisation et d'exclusion dans les quartiers défavorisés. Ce qu'il faut pour créer davantage d'emplois, renforcer l'intégration et la participation ainsi que l'accès à l'éducation et à la qualification, c'est une vision d'ensemble et une action concertée. La « ville sociale » est une mission transversale de tous les champs de la politique.

L'Etat fédéral social

La République fédérale d'Allemagne est et demeure un Etat fédéral social. Dans le fédéralisme, le principe de subsidiarité s'applique : la grande entité ne se charge que de ce que la plus petite entité ne peut pas faire elle-même. Nous défendons cet Etat fédéral, parce qu'il correspond à la tradition allemande, empêche la concentration du pouvoir, complique l'abus de pouvoir, et permet la constitution d'une volonté politique démocratique à tous les échelons.

Nous voulons des Länder capables d'agir au sein d'un Etat fédéral capable d'agir. Il faut ce faisant toujours pouvoir déterminer qui est responsable de quoi. La délimitation des compétences doit optimiser la réalisation des tâches, et non le maintien de prérogatives.

Les différences de puissance économique et financière entre les régions et les Länder se sont accrues. Notre modèle, c'est l'équivalence des conditions de vie. C'est pourquoi nous croyons en l'obligation de soutien solidaire entre toutes les parties de l'Allemagne, Ouest et Est, Sud et Nord. L'Est de l'Allemagne a droit à la solidarité de l'Allemagne tout entière.

Tout transfert d'un pouvoir de décision à l'Union européenne n'affaiblit pas nécessairement l'Etat fédéral. C'est aussi vrai de la politique fiscale. La définition de taux planchers pour la fiscalité des entreprises, si elle était décidée par l'Union européenne, permettrait même de le renforcer.

La sécurité dans la liberté

La liberté et l'Etat de droit sont l'aune de la politique intérieure et de justice sociale-démocrate. L'Etat de droit signifie pour nous le respect sans condition des droits de l'homme et des libertés fondamentales par toutes les instances du pouvoir de l'Etat, la garantie que la justice est indépendante et accessible à tous. Les hommes ont besoin de sécurité. Ils ne peuvent profiter vraiment de leur liberté que s'ils se sentent en sécurité. L'Etat de droit doit veiller à la sécurité. En Allemagne, celle-ci est menacée par la criminalité, notamment organisée et en réseaux internationaux, par les extrémistes et les terroristes. Nous les combattons avec les moyens de l'Etat de droit. Cela relève de la responsabilité directe de la police et de la justice. Nous refusons l'emploi de la Bundeswehr à l'intérieur de nos frontières. Quiconque veut s'affirmer contre les ennemis de l'Etat de droit ne doit jamais renoncer aux

principes de l'Etat de droit. Il n'y a pas lieu de justifier la défense des libertés civiles et individuelles ; c'est au contraire leur restriction qui exige une justification. L'interdiction de l'arbitraire et de la torture sont des valeurs absolues. Mais la lutte contre la violence, la haine et le crime ne peut être remportée que si nous nous attaquons avec la même détermination à leurs causes.

Nous garantissons le droit à l'auto-détermination en matière d'informations, et nous engageons en faveur d'une protection effective des données à caractère personnel.

Nous, sociaux-démocrates, proscrivons l'extrémisme de droite, le racisme et l'antisémitisme. Ils ont conduit l'Allemagne à sa pire catastrophe. C'est pourquoi nous n'aurons de cesse de lutter pour que jamais notre pays ne sombre à nouveau dans la barbarie.

Toute forme de violence, quelle qu'en soit la motivation, est une atteinte à la société civile solidaire, qu'il s'agisse de violence entre hommes ou de violence familiale contre les femmes ou les enfants. Les mariages forcés, la prostitution forcée ou les meurtres dits d'honneur perpétrés contre des femmes doivent être empêchés ou poursuivis.

Il n'y a pas de place dans notre pays pour l'extrémisme d'inspiration religieuse. Les droits de l'homme ne sauraient être mis entre parenthèses par référence à des règles religieuses ou des traditions ; ici s'arrête notre tolérance à l'égard des autres cultures.

Intégration et immigration

L'Allemagne est un pays d'immigration. L'immigration a enrichi notre économie et notre culture. Elle va se poursuivre, et nous voulons y préparer notre société. Nous avons besoin de plus d'immigrés qualifiés.

L'immigration exige l'intégration. C'est un effort commun. Les deux parties doivent y être disposées. Les immigrés doivent s'intégrer, nous devons pour cela leur offrir toutes les possibilités de prendre part à la vie de notre société. C'est pourquoi l'intégration demande des chances équitables, mais aussi des règles claires.

Notre Loi fondamentale ménage de la place à la diversité culturelle. Personne n'a donc besoin de renier ses origines. Mais elle fixe aussi des limites que personne n'a le droit de dépasser, pas même en se référant à la tradition

ou à la religion. Par conséquent, personne n'a le droit d'empêcher les femmes et les jeunes filles de s'épanouir et de se cultiver librement.

Quiconque veut disposer et bénéficier de l'égalité des chances en Allemagne doit apprendre la langue allemande pour finalement la maîtriser. Nous voulons améliorer les offres de formation. Nous souhaitons et attendons qu'elles soient utilisées. L'intégration, et notamment l'intégration linguistique, réussit d'autant mieux qu'elle commence dès le plus jeune âge. Nous voulons utiliser les atouts que recèle le plurilinguisme des immigrants.

Nous voulons la naturalisation des personnes qui viennent vivre chez nous. Elle ne constitue pas la fin de l'intégration, mais elle permet de participer pleinement à la vie politique. Nous n'excluons pas en la matière les personnes ayant plusieurs nationalités. A ceux qui n'ont pas encore la nationalité allemande, mais qui vivent ici depuis longtemps, nous voulons accorder le droit de vote aux élections communales, même lorsqu'ils ne sont pas ressortissants de pays de l'Union européenne.

Nous sommes attachés au droit fondamental d'asile pour les personnes victimes de persécution politique. Quiconque est contraint de fuir les persécutions ou la discrimination, du fait d'un Etat ou non ou du fait de l'appartenance à un sexe, doit trouver en Allemagne un refuge et un asile, et finalement être assuré de pouvoir y séjourner. Nous sommes favorables à une politique européenne commune sur la question des réfugiés, qui lutte également contre les causes de l'exil ou de l'expatriation.

Les personnes atteintes de handicaps

Une société civile solidaire se caractérise aussi par le fait qu'elle permet aux personnes atteintes de handicaps de s'impliquer à égalité de chances et de droits. Le chemin à parcourir est encore long avant d'avoir fait disparaître toutes les barrières, et donc d'offrir aux personnes handicapées l'accès à la meilleure éducation possible, à un travail rémunéré capable d'assurer leur subsistance, et à une participation sans entrave à la vie politique, culture et sociale. Nous voulons faire droit aux attentes des personnes handicapées et leur permettre une participation pleine et entière au sein de la société.

L'opinion publique et les médias

La démocratie requiert l'opinion publique. Les médias libres permettent l'information, la formation des opinions, la participation politique et le contrôle du pouvoir.

A côté des journaux, des livres, de la radio et de la télévision apparaissent toujours plus de nouveaux médias comme l'Internet et le téléphone mobile. Les différentes branches des médias se rapprochent et marquent de plus en plus notre quotidien. Il faut apprendre à s'en servir. Nous voulons faire de la compétence dans l'emploi des médias une priorité de l'éducation.

Nous défendons l'indépendance des médias face aux interventions de l'Etat et aux intérêts des puissances économiques. Nous ne sommes pas prêts à renoncer à l'autocontrôle efficace des médias et aux normes éthiques des journalistes. Pour nous, le service public de l'audiovisuel est une composante indispensable de l'opinion publique démocratique, car il constitue un facteur de correction important face à la commercialisation croissante de l'offre des médias. Nous nous élevons contre les manipulations, les présentations politiques unilatérales, la mise en péril de la jeunesse. Nous combattons les contenus sexistes, racistes ou faisant l'apologie de la violence.

La culture de la société démocratique

La sociale-démocratie a aussi été depuis le début un mouvement culturel. Nous avons toujours eu une vision de la culture au sens large. Elle va au-delà des arts et inclut l'éducation, l'héritage de l'histoire et les diverses formes du vivre ensemble. Ainsi nous avons besoin d'une culture politique qui soutient notre démocratie. La culture est d'une certaine façon l'espace dans lequel la société s'assure de ses valeurs et de ses objectifs. Elle conforte l'homme, crée un sentiment d'appartenance, la conscience d'un enracinement et d'une cohésion de la société.

Nous sommes favorables au dialogue entre les cultures. Il sert à la paix intérieure et extérieure, mais aussi à l'intégration. Si nous voulons que la mondialisation pacifique réussisse, il nous faut une culture de la reconnaissance qui s'oppose à l'exclusion des minorités tout comme à la formation des communautarismes. Nous préférons la diversité culturelle aux visions étroites des fondamentalistes, à

l'exploitation politique des différences religieuses et culturelles, mais aussi à une monoculture planétaire. Il faut une culture vivante de la reconnaissance pour permettre une société dans laquelle nous pouvons être différents sans crainte.

La diversité dans la paix ne sera possible que si nous affirmons nos racines spirituelles dans la tradition judéo-chrétienne – également influencée par les philosophes grecs, le droit romain, la culture arabe – et dans l'humanisme et l'esprit des Lumières. Seule une culture tout à la fois fondée sur ses propres valeurs et sur la tolérance peut s'affirmer contre toute tentative d'exploiter la culture et la religion à des fins d'exclusion. La contribution des musulmans vivant ici est indispensable au dialogue entre les religions et à la coexistence pacifique en Allemagne.

La culture est un bien public. La promouvoir est le rôle de la société civile et de l'Etat. Nous saluons et nous encourageons l'engagement privé et citoyen. Mais l'Etat a une responsabilité qu'il ne peut déléguer. Nous revendiquons pour l'Allemagne un rôle culturel de l'Etat. Il assure la diversité du paysage culturel, l'éducation culturelle, l'entretien de notre patrimoine et de notre culture du souvenir. Il soutient les arts et assume la responsabilité de la protection sociale des artistes indépendants. Il est porte-parole de notre culture à l'étranger. Soutenir la culture, ce n'est pas la subventionner, c'est investir dans l'avenir de notre collectivité démocratique.

Eglises, communautés de religion et de conception du monde

Nous affirmons l'héritage judéo-chrétien et humaniste de l'Europe et la tolérance à l'égard des confessions. Nous défendons la liberté de pensée, de conscience, de croyance et de profession de foi. Nous nous fondons et nous appuyons en cela sur notre Constitution. Pour nous, l'action des églises, des communautés de confession et de conviction ne sont pas remplaçables, notamment lorsqu'elles encouragent à la responsabilité de chacun pour ses contemporains et pour l'intérêt général et véhiculent des vertus et des valeurs dont vit la démocratie.

Nous recherchons le dialogue avec elles, et lorsque nous percevons des missions communes, la coopération dans un partenariat volontaire. Nous respectons leur droit à régler leurs affaires internes de façon autonome dans le cadre des lois applicables à tous.

3.4 L'égalité des sexes

Nous, femmes et hommes sociaux-démocrates, voulons que les femmes et les hommes aient les mêmes droits et les mêmes chances – non seulement dans les textes, mais aussi dans la vie quotidienne. Nous nous battons pour une société dans laquelle les femmes et les hommes peuvent vivre ensemble égaux, libres et solidaires.

Nous voulons que les femmes et les hommes puissent déterminer eux-mêmes la voie qu'ils veulent suivre – ensemble ou séparés, avec ou sans famille.

Le SPD et le mouvement féministe, tous deux issus du mouvement de libération du XIX^{ème} siècle, sont unis par l'idée de l'égalité entre la femme et l'homme. Bien des droits des femmes ont été conquis par des sociaux-démocrates, femmes et hommes : le droit de vote des femmes, l'égalité des droits dans le mariage et la famille, et l'égalité dans l'accès à l'éducation.

Les femmes s'affirment aujourd'hui et veulent façonner leur vie comme elles l'entendent. La relation entre hommes et femmes évolue. De plus en plus de femmes et d'hommes veulent partager en partenaires l'activité professionnelle et les tâches au service de la famille.

L'égalité de droit n'est pas encore une égalité de fait. C'est pourquoi nous avons besoin d'une promotion active des femmes et d'un examen de toute chose dans la perspective de l'égalité des sexes, afin de veiller à ce que chaque décision politique soit évaluée quant à ses conséquences sur les vies des femmes et des hommes, des jeunes filles et des jeunes garçons, et soit modifiée autant que de besoin.

Les anciennes inégalités perdurent en particulier dans les métiers et le monde du travail. Les postes clés des entreprises et de la société sont majoritairement occupés par des hommes. Bien souvent, à qualification égale, les femmes perçoivent un salaire inférieur à celui des hommes.

Les exigences de flexibilité et de disponibilité du monde du travail sont difficilement compatibles avec la famille et les enfants. Les contraintes professionnelles et familiales s'additionnent au quotidien, surtout pour les femmes. La répartition équitable des tâches entre partenaires n'est pas encore la règle entre les femmes et les hommes. Aujourd'hui encore, une grande partie des tâches ménagères est effectuée par les femmes, souvent en

plus de leur travail rémunéré, ce qui rend plus difficile la conquête d'une véritable égalité dans la vie professionnelle. Trop souvent, les femmes sont placées devant une alternative : renoncer à avoir des enfants ou renoncer à avoir un emploi.

Il faut faciliter la conciliation du travail et de la famille en développant les établissements de prise en charge des enfants au niveau des besoins réels, et en offrant l'assurance de pouvoir consacrer certaines périodes de l'existence à l'éducation des enfants. Dans diverses phases de la vie, les femmes et les hommes sont soumis à des exigences différentes : qu'il s'agisse de la progression de carrière, de l'éducation des enfants, de la prise en charge de parents ou de la qualification, de l'engagement politique ou citoyen – il faut avoir du temps pour cela. Nous voulons organiser le monde du travail selon des horaires de travail souples, de façon à pouvoir trouver un équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Nous voulons que les femmes et les hommes disposent plus souverainement de leur temps. C'est ce qui permet ensuite la liberté de choisir.

Nous voulons une participation équitable et à égalité de droits des femmes et des hommes à l'activité rémunérée qui assure la subsistance. Les travaux qui sont effectués majoritairement par les femmes sont souvent moins bien rémunérés. Mais pour un travail équivalent, le salaire doit être équivalent. Nous voulons dépasser la division entre métiers typiquement féminins et typiquement masculins. Ce qu'il faut, ce sont des mesures législatives favorisant la participation des femmes à égalité aux postes de direction dans les entreprises, les administrations, le monde scientifique et de la recherche et les organes de direction.

Nous voulons remodeler le droit fiscal de façon à ce qu'il ne constitue pas une entrave pour les femmes qui veulent prendre un travail, et qu'il ne fasse pas obstacle à leur émancipation professionnelle.

Si nous voulons réaliser l'égalité de participation des femmes et des hommes, nous devons réorganiser tous les domaines de la vie : si l'on veut la société humaine, il faut dépasser la société masculine.

3.5 Le progrès durable et la croissance qualitative

Prospérité et qualité de vie élevée pour tous ont été et demeurent les objectifs de la politique économique sociale-démocrate. Par le passé, le progrès a surtout été assimilé à la croissance quantitative. Aujourd'hui, le réchauffement climatique rapide, la charge excessive qui pèse sur les écosystèmes et l'accroissement de la population mondiale nous obligent à donner au développement une nouvelle orientation, conforme aux impératifs de l'avenir. C'est ce qui déterminera si le développement peut engendrer le progrès. Nous voulons un progrès durable qui réunit le dynamisme économique, la justice sociale et la responsabilité écologique. Il faut pour cela parvenir à une croissance qualitative moins consommatrice de ressources. Les hommes doivent pouvoir subvenir à leurs propres besoins, sans subir l'exploitation et la peur, grâce à un emploi de qualité. Chaque homme doit recevoir une juste part de la richesse produite. Nous voulons aussi protéger les bases naturelles de la vie pour les générations futures.

Nous misons sur le progrès scientifique et technique, l'éducation et la qualification pour permettre un développement durable. La croissance qualitative suppose une économie nationale compétitive avec un niveau élevé de productivité et de création de valeur ajoutée. Elles créent les bases nécessaires pour mettre un terme à la pauvreté, à l'exploitation et au gaspillage des ressources naturelles.

Nous considérons la mondialisation comme une chance pour de nouveaux emplois et pour le développement mondial de la prospérité. Nous voulons placer le dynamisme des marchés au service de l'homme. Nous avons besoin pour cela d'une organisation de la concurrence qui développe la croissance à long terme et dépasse l'attachement obstiné aux bénéfices à court terme.

L'économie sociale de marché au XXI^{ème} siècle

Avec l'économie sociale de marché, le XX^{ème} siècle a créé un formidable modèle de réussite. Elle allie la force économique à la prospérité pour le plus grand nombre. L'économie sociale de marché, marquée de façon déterminante par la sociale-démocratie et les syndicats, a fait de la participation et de la cogestion

des salariés une force productive, et a favorisé la paix sociale.

Mais les marchés financiers mondiaux, qui ne connaissent plus de frontières, remettent en cause cet ordre des choses. L'attachement exclusif aux rendements à court terme et démesurés menace la cohésion sociale, et est aveugle aux nécessités environnementales. Elle mine dans le même temps la réussite économique à long terme de nos entreprises et de notre économie.

Les marchés ont besoin d'être fédérés par la politique – même par-delà les frontières nationales, à l'ère de la mondialisation. Notre principe est le suivant : autant de concurrence que possible, autant de régulation par l'Etat que nécessaire. Pour l'avenir de l'économie sociale de marché, il est capital de poursuivre une démarche commune au sein de l'Union européenne.

La démocratie économique est indispensable pour donner vie et corps à l'exigence de la Loi fondamentale : « Propriété oblige. Son usage doit contribuer en même temps au bien de la collectivité ».

La cogestion dans les établissements et les entreprises, l'autonomie des partenaires sociaux et le droit de grève sont des éléments fondamentaux de l'économie sociale de marché. La démocratie interne à l'entreprise signifie la participation à l'actif et aux décisions. Elle favorise la réussite des entreprises. Nous défendons la cogestion paritaire dans les conseils de surveillance des grandes entreprises. Dans une économie de plus en plus européenne, notre objectif est d'étendre les droits des travailleurs et la cogestion à l'échelon européen.

Les syndicats forts sont pour nous indispensables. Dans l'organisation des conditions de travail, nous sommes attachés à la répartition des tâches éprouvée entre législateur, partenaires sociaux, comités d'établissement et comités du personnel. L'autonomie de négociation collective s'applique sans restriction. Nous voulons renforcer les conventions collectives de branche. Nous protégeons les droits des salariés. Cela inclut aussi la protection contre le licenciement.

Les revenus et la fortune sont distribués de façon inéquitable en Allemagne. La politique fiscale sociale-démocrate doit permettre de limiter les déséquilibres et favoriser l'égalité des chances. Nous sommes favorables aux augmentations de salaires qui s'appuient sur les gains de productivité et l'inflation. Nous

voulons davantage de richesse aux mains des salariés. La participation des salariés au capital de l'entreprise, source supplémentaire de revenu, garantit une participation équitable des salariés à la réussite de l'entreprise. En outre, elle favorise l'innovation et la productivité. Des fonds inter-entreprises peuvent permettre de s'assurer que le risque entrepreneurial n'est pas transféré aux salariés.

Ce qui crée des emplois supplémentaires, c'est la possibilité pour les esprits créatifs de mettre en œuvre leurs idées et de les commercialiser. Nous facilitons les créations d'entreprises, notamment pour les petites et moyennes entreprises, l'artisanat et les travailleurs indépendants. C'est la force des PME qui renforce la création de valeur ajoutée. Les entreprises sans but lucratif et les coopératives sont une composante importante de l'économie sociale de marché.

Pour nous, la liberté d'entreprendre et la responsabilité sociale sont les deux faces d'une même médaille. A travers une concurrence juste, la politique sociale-démocrate encourage l'esprit d'entreprise responsable. Nous voulons une culture de l'indépendance en Allemagne. Nous voulons créer une meilleure protection sociale pour les professions libérales et les commerçants les moins bien lotis.

Une politique moderne des services

Tous les emplois d'Allemagne ne sont pas exposés de la même manière à la concurrence internationale. Mais ce sont les services à la personne, hautement qualifiés ou simples, dans l'éducation et la santé, l'artisanat local, les ménages privés et les services sociaux, qui recèlent les plus grands gisements de création d'emplois. Pour exploiter ces gisements, il nous faut une plus forte demande publique et privée de ces services. Augmenter le taux d'activité des femmes et des hommes fera augmenter la demande de ces services.

Une politique industrielle stratégique et écologique

L'humanité doit faire face à d'importants défis sociaux et environnementaux. Pour les relever, nous avons besoin de produits et de services innovants et de qualité. Nous parions sur les meilleures idées, sur les nouvelles technologies et les nouveaux procédés, sur la spécialisation et la qualité. C'est ainsi que nous pour-

rons ménager les ressources et économiser l'énergie, lutter contre les changements climatiques, guérir des maladies, accroître la mobilité et faciliter la communication.

L'Etat ne peut ni ne doit se substituer aux marchés. Mais il peut donner des impulsions aux marchés porteurs. Il doit fixer des priorités de politique industrielle et, en partenariat avec les entreprises et le monde scientifique, se concentrer sur des domaines stratégiques. L'Etat doit concentrer ses moyens et ses instruments – depuis la recherche, en passant par une réglementation ciblée, jusqu'à l'achat de certains produits.

L'industrie reste toujours un pilier essentiel de l'économie allemande. Nombre de services, qualifiés et élémentaires, dépendent directement de l'industrie. Les produits industriels vont de plus en plus se baser sur le savoir et les services. Une politique industrielle stratégique doit viser à amplifier l'avance qualitative de nos sites d'implantation économique. Elle renforce les pôles industriels et les compétences économiques régionales. Les pôles de croissance dans les nouveaux länder montrent également comment le savoir donne naissance à une nouvelle force économique. Cette tendance dans l'Est de l'Allemagne, nous voulons, en coopération avec l'Union européenne, la renforcer, tout comme le soutien à l'économie et la politique structurelle régionalisée dans toute l'Allemagne.

La politique industrielle stratégique doit être écologique. Les incitations environnementales aux marchés sont des moteurs de la croissance qualitative. Notre chance réside dans la mise au point de solutions applicables dans le monde entier. Pour que les nouvelles idées soient converties rapidement en nouveaux produits et en nouveaux emplois, nous voulons une politique qui relie étroitement la recherche, le développement de produits et l'investissement dans les entreprises.

Un Etat capable d'agir et une politique active de croissance

La sociale-démocratie a besoin d'un Etat qui est capable d'agir. Seuls les riches peuvent se permettre d'avoir un Etat pauvre. Pour l'action politique, l'Etat a besoin de recettes fiables et suffisantes.

Pour nous, une politique financière solide, cela signifie que nous ne vivons pas aujourd'hui aux dépens des générations futures. Toutefois, la consolidation des budgets publics ne doit

pas conduire à laisser à la prochaine génération des infrastructures à l'abandon. Notre engagement vis-à-vis des générations futures signifie que nous devons faire baisser l'endettement des budgets publics tout en investissant plus d'argent dans l'éducation, la recherche et les infrastructures.

Les entreprises et les ménages privés doivent participer au financement des missions publiques en fonction de leurs aptitudes. Cela veut dire que nous prônons la progressivité de l'impôt sur le revenu. Nous voulons une imposition juste des grandes fortunes et des grandes successions.

Nous voulons financer les systèmes de protection sociale en nous appuyant davantage sur la fiscalité de tous les types de revenus, et moins sur les cotisations.

Une demande intérieure forte crée davantage d'emplois. C'est pourquoi il est non seulement juste, mais aussi recommandé d'un point de vue économique, que les hausses de salaires suivent à minima l'évolution de la productivité et de l'inflation. Pour éviter l'exploitation et assurer une concurrence équitable, nous avons besoin de salaires minimums.

Notre politique financière et monétaire en Allemagne et en Europe vise à consolider la conjoncture et à promouvoir une croissance stable et forte. Par les politiques nationales et internationales de stabilité, l'Etat doit contribuer à surmonter les crises conjoncturelles. Les pouvoirs publics doivent dépenser de l'argent pour donner à la conjoncture les impulsions nécessaires et pour que la société tout entière en bénéficie. Une évolution durable de la croissance a besoin d'investissements publics en augmentation continue dans les domaines de l'éducation, de la recherche et des infrastructures.

Les marchés financiers et de capitaux : saisir les chances, maîtriser les risques

Une économie moderne en réseau mondial a besoin d'un marché des capitaux fonctionnel. Nous voulons utiliser les potentiels des marchés de capitaux pour une croissance qualitative. Notre politique garantit que les entreprises particulièrement jeunes et innovantes bénéficient d'un meilleur accès au capital-risque.

Quand les marchés financiers ne visent que les rendements à court terme, ils menacent les

stratégies de croissance à long terme des entreprises, et anéantissent ainsi des emplois. Nous voulons, notamment à l'aide du droit fiscal et du droit des sociétés anonymes, conforter les investisseurs qui envisagent un engagement à long terme plutôt que des rendements rapides. Nous avons besoin pour les investisseurs et les fonds d'investissement de règles du jeu qui empêchent de privilégier unilatéralement le retour rapide sur investissement au détriment de la substance à long terme des entreprises. Avec la mise en réseau internationale croissante des marchés de biens et de capitaux, la régulation internationale devient de plus en plus importante. Seuls les marchés financiers transparents sont des marchés financiers efficaces. La stabilité des marchés financiers nationaux et internationaux constitue un bien public important. Pour accroître la confiance et la sécurité juridique, nous voulons agir avec d'autres Etats et avec les institutions internationales. Des règles claires et une surveillance efficace doivent permettre d'éviter les risques qui pèsent sur la stabilité et d'empêcher les dérives nuisibles aux économies nationales. Lorsque c'est possible, nous voulons soutenir ces mesures par les dispositions nationales du droit fiscal et du droit des sociétés anonymes.

Les petites banques et les caisses d'épargne tiennent une place déterminante dans la vie des petites et moyennes entreprises. C'est pourquoi nous voulons préserver leur rôle privilégié. En Allemagne, de nombreuses banques se caractérisent par le financement à long terme de l'activité des entreprises ; c'est surtout le cas des caisses d'épargne et des banques coopératives. Les caisses d'épargne, avec leurs objectifs d'intérêt général, remplissent en outre une fonction importante dans la société ; c'est pourquoi elles doivent rester à l'avenir dans le domaine public. Nous voulons consolider ces précieux renforts de notre compétitivité.

Les forces productives de la connaissance et de l'imagination

L'inventivité, les bonnes idées et les innovations qui en résultent sont les principales forces productives de notre pays. Les développer et veiller à disposer d'une main-d'œuvre qualifiée, c'est la grande mission conjointe des entreprises, des syndicats et de la politique.

Les contrefaçons de produits et de marques ne nuisent pas seulement à l'économie et à son pouvoir d'innovation, elles représentent aussi une mise en péril des consommateurs

par des marchandises de moindre qualité. C'est pourquoi nous voulons protéger la propriété intellectuelle et le droit d'auteur. Cela inclut la liberté de mettre à la disposition de tous sa propre propriété intellectuelle.

L'économie de la créativité joue un rôle grandissant. Pour nous, la recette de la réussite pour plus d'innovation, de créativité et de valeur ajoutée réside dans la bonne combinaison de technologie, de talent et de tolérance. Nous devons créer en Allemagne un esprit d'ouverture aux idées et influences nouvelles de créateurs. Promouvoir la créativité, c'est permettre le plus possible à tous d'accéder aux nouvelles technologies.

Toutes les inventions ne servent pas le progrès. C'est pourquoi nous vérifions qu'elles servent au libre épanouissement, à la dignité, à la sécurité et à la coexistence des individus. Cela vaut également pour les biotechnologies et le génie génétique, et pour les avancées dans le domaine médical. Dans certains cas, ces inventions nous conduisent aux limites de l'éthique. La recherche et les applications doivent alors donner lieu à une réflexion et à un large débat sur l'éthique. Nous recherchons sur ces points le dialogue avec les scientifiques comme avec les églises et les représentants des confessions. La dignité de la vie humaine ne saurait être enfreinte dans aucune de ses phases. Nous restons fermement attachés à l'interdiction des interventions génétiques dans la lignée germinale humaine.

Le tournant de l'énergie et la protection de l'environnement

Tout comme l'air et l'eau, l'énergie est une ressource vitale de notre civilisation. La façon actuelle de gaspiller l'énergie et les ressources n'a plus d'avenir. Pour nous, prendre le tournant de l'énergie que nous avons initié est l'une des priorités essentielles du XXI^{ème} siècle. Nous poursuivons en parfaite cohérence le passage des ressources épuisables aux ressources inépuisables, et des ressources polluantes aux ressources non polluantes. Notre objectif, c'est une ère de l'énergie solaire.

Pour lutter contre le réchauffement de la planète, il faut réduire de moitié les émissions mondiales de gaz à effet de serre d'ici à 2050. Nous poussons à la conclusion d'autres accords, plus ambitieux, de réduction des gaz à effet de serre.

La fission de l'atome est apparue à beaucoup comme le grand espoir d'une énergie durablement disponible. Elle ne peut pas répondre à ces attentes. Tout accident nucléaire menace des millions de personnes. Les déchets nucléaires sont une source de danger pour des dizaines de milliers d'années. Face aux nouvelles menaces terroristes, l'industrie du nucléaire est une source de danger. Nous menons à bien l'abandon du nucléaire.

Les énergies renouvelables représentent partout les plus importants gisements, durablement disponibles, d'énergie locale. Les augmentations des rendements énergétiques, les économies dans l'emploi des ressources et le passage aux énergies renouvelables demandent une grande diversité de nouvelles technologies et de moyens de stockage. Elles créent de nombreux emplois nouveaux dans l'industrie, l'artisanat et les métiers de services, ainsi que dans l'agriculture et la sylviculture.

Nous voulons nous affranchir du pétrole et des autres sources d'énergie finies pour lesquelles nous sommes tributaires des importations. Pour réaliser la transition vers l'ère de l'énergie solaire, nous misons sur les centrales thermiques modernes au charbon et au gaz dont le rendement est accru par la production combinée d'électricité et de chaleur.

Dans l'industrie aussi, nous voulons remplacer les matières premières épuisables par des matières premières renouvelables. C'est notamment possible pour les substances chimiques de base. Les méthodes de valorisation permettent d'économiser des matériaux, de réduire les déchets et les dommages à l'environnement. On peut ainsi donner naissance à une économie moderne du recyclage qui offrent des perspectives durables aux petites et moyennes entreprises.

Nous soutenons la mobilité nécessaire et choisie. Nous voulons éviter les transports superflus en améliorant la logistique et en repensant plus intelligemment la structure de l'habitat.

Il faut investir massivement dans nos infrastructures de transport. Nous donnerons en cela la priorité aux moyens de transports les plus favorables au plan écologique et au transport combiné. Nous voulons un transport ferroviaire moderne et performant. Il a un rôle important à jouer pour le rapprochement de l'Europe. Il assure la qualité de vie des villes et des régions. Le transport public régional de voyageurs reste pour nous une mission publique. Le bus et le train doivent devenir plus économiques.

Les innovations techniques réduisent l'opposition entre environnement et transport individuel motorisé. Nous voulons accélérer ces innovations et exploiter avec détermination les perspectives des technologies du moteur hybride, du moteur à hydrogène et de la pile à combustion.

Nous voulons préserver la nature dans sa diversité et la richesse de ses espèces, et réduire nettement la consommation d'espace, pour maintenir des zones propices au repos et à la détente. Nous voulons la protection effective des mers et des régions côtières. La nature revêt pour nous une valeur propre, nous voulons apprendre d'elle et utiliser ses forces pour une vie meilleure. Nous protégeons le patrimoine naturel national.

Pour nous, l'obligation éthique de prendre soin des animaux s'applique aussi lorsqu'il n'en résulte pas d'avantage immédiat pour l'homme. Les essais sur les animaux doivent être évités chaque fois que c'est possible. Il faut imposer un mode d'élevage dans le respect des espèces. Nous combattons les mauvais traitements des animaux.

Agriculture durable et espace rural

L'internationalisation des marchés agricoles se poursuit. Nous voulons que l'Allemagne conserve à l'avenir une agriculture forte. Elle doit maintenir notre patrimoine paysager, protéger les bases naturelles de la vie et contribuer au développement durable des zones rurales. Nous privilégions une agriculture capable de couvrir le besoin croissant de denrées alimentaires saines, de grande qualité, notamment à partir de l'agriculture biologique, tout en ménageant les ressources naturelles. Les agriculteurs et les consommateurs ont droit à une agriculture sans organismes génétiquement modifiés.

Nous voulons une agriculture dans laquelle cela vaut la peine de produire dans le respect de l'environnement et du bien-être des animaux. Pour pouvoir renforcer leur position face à la forte concentration du commerce de détail de produits alimentaires, les agriculteurs ont besoin, à côté des regroupements classiques, de nouvelles formes de co-opération.

Les espaces ruraux ont leurs chances de développement propres, qui vont de paire avec une exploitation durable de la terre. Cela inclut le tourisme et les matières premières renouvelables. Les mutations structurelles des zones

rurales, accélérées par les évolutions démographiques, rendent nécessaire l'adaptation des infrastructures. Nous voulons poursuivre le développement des atouts propres aux espaces ruraux.

Responsabilité et force des consommateurs

Les consommateurs conscients de leur responsabilité sont les pionniers du progrès durable. Chacun peut jouer un rôle à travers chacun de ses achats. L'individu seul reste de peu de poids à cet égard, mais il accroît la force des consommateurs dans leur ensemble, et leur puissance organisée est un moyen efficace de pousser le développement économique dans une meilleure direction, dans une direction durable. Les consommateurs émancipés qui sont prêts à acheter des produits de qualité créent de nouveaux marchés pour les produits innovants. Nous voulons à cet égard la transparence des conditions dans lesquelles les produits sont fabriqués et les services sont fournis, particulièrement sur les marchés mondiaux. Une politique active des consommateurs, avec des droits d'information élargis, conforte les acheteurs face aux entreprises qui offrent des marchandises de moindre qualité ou qui ne respectent pas les droits des travailleurs. Il nous faut davantage de transparence sur le marché grandissant des services financiers. Un conseil indépendant aux consommateurs, des critères de qualité fiables et une formation complète des consommateurs sont indispensables. Les pouvoirs publics doivent être exemplaires dans leurs décisions d'achat et d'investissement.

3.6 Un travail de qualité pour tous

Chaque femme et chaque homme a droit à un travail. Le travail est la clé de la participation à la vie de la société. Il donne du sens à l'existence et apporte de la reconnaissance. Le travail empêche l'exclusion sociale et permet l'auto-détermination de chacun. A l'inverse, le chômage, auquel le chômeur ne peut généralement rien, enfreint la dignité humaine, exclut et peut rendre malade.

Tout travail bien fait mérite le respect, mais tout travail n'est pas un travail de qualité. Le travail fait partie de la dignité de la vie humaine, mais il doit aussi être digne de l'homme.

Nous voulons du travail qui soit justement rémunéré, qui permette de prendre pleinement part aux systèmes de protection sociale, qui offre de la reconnaissance, qui ne rende pas malade, qui utilise et développe les qualifications acquises, qui assure une participation démocratique et permette de concilier vie professionnelle et vie familiale. Un travail de qualité, cela inclut aussi les formes du travail indépendant. Il faut aussi promouvoir le travail bénévole, précieux pour la société, par-delà le travail rémunéré.

Du travail pour tous

Nous voulons permettre à tous d'avoir un travail de qualité.

Nous n'abandonnons pas l'objectif du plein emploi, même après des décennies de chômage endémique en Allemagne. Nous savons que ce n'est pas un objectif facile à atteindre. La mondialisation modifie le marché du travail : d'une part, l'offre de main d'œuvre en recherche d'un emploi au-delà des frontières nationales augmente. D'autre part, les sites d'activité économique sont de plus en plus en concurrence les uns par rapport aux autres – y compris au sein d'un même groupe industriel. Les salaires et les conditions de travail sont sous pression. Bien souvent, les stratégies à court terme l'emportent dans les entreprises. La contrainte de la disponibilité permanente pour la vie professionnelle va de paire avec l'accroissement de la précarité des conditions de travail. Avec les contrats à durée déterminée, l'externalisation de nombreuses tâches, le recours au travail temporaire et l'accroissement massif des emplois à bas salaires, pour beaucoup de personnes, le travail n'est plus synonyme d'une base de vie assurée. Le dynamisme économique croissant exige des gens qu'ils changent d'emploi et de métier, mais surtout qu'ils continuent d'apprendre en permanence.

C'est pourquoi le plein emploi ne signifie plus aujourd'hui pour nous une garantie implicite que chacun aura pendant toute sa vie le même emploi dans la même entreprise. Pour nous, le plein emploi signifie que chacun doit constamment obtenir à nouveau la chance d'un travail de qualité et la qualification nécessaire pour cela. Le temps requis et souhaité pour la qualification et la formation continue, l'éducation des enfants et le travail au sein de la famille, l'activité bénévole et politique, doit être reconnu comme il se doit, et à ce titre bénéficier de la protection sociale dans le cadre de la solidarité au sein de la société.

L'Allemagne ne manque pas de travail. Il s'agit d'exploiter les gisements existants et d'en trouver de nouveaux.

La politique sociale-démocrate pour le plein emploi repose sur quatre piliers : premièrement, une croissance qualitative et la plus élevée possible, une longueur d'avance sur les produits innovants et une dynamique particulière de l'emploi dans le secteur des services, de façon à accroître nettement l'offre d'emplois. Deuxièmement, l'Etat social prévoyant soutient les personnes, à travers la coordination des politiques de l'emploi, de l'éducation, de l'égalité des chances et de la famille, les aide à surmonter les transitions et les interruptions de parcours dans leur vie professionnelle et à maintenir leur employabilité. Troisièmement, pour les personnes qui n'ont pas de perspective sur le marché primaire de l'emploi, il faut des offres de travail subventionné et au service de l'intérêt général. Quatrièmement, il faut une politique moderne du temps de travail qui favorise l'autodétermination et la flexibilité et, par la réduction du temps de travail, conduit davantage de personnes vers l'emploi.

Prendre part à la société et avoir son mot à dire

Aux côtés des syndicats, nous nous engageons pour que les salariés reçoivent leur juste part du produit du travail de la société et pour le droit à la cogestion dans la vie économique et sociale. L'autonomie des partenaires sociaux est un bien précieux. En Allemagne, employeurs et salariés sont compétents de plein droit pour convenir des salaires et des conditions de travail. Cette autonomie demeure inchangée. Nous voulons des syndicats forts et capables d'agir, qui représentent une grande partie des personnels et qui sont capables de mener une grève.

Vu l'influence croissante des marchés financiers, les droits de cogestion démocratique des salariés doivent être renforcés dans les processus de prise de décision des entreprises. Face à la mutation du monde du travail, il faut développer davantage la cogestion dans les établissements. Il faut par ailleurs inscrire les droits de cogestion à l'échelon européen. Accorder une juste part du produit de l'économie, c'est le commandement de la justice sociale et de la raison économique. Nous voulons des augmentations de salaire qui suivent l'évolution de la productivité et de l'inflation. Parce que l'écart grandit entre les revenus du travail et les rendements du capi-

tal, nous voulons en outre que la constitution de richesse soit davantage aux mains des salariés.

Quiconque travaille à plein temps doit pouvoir aussi, avec son salaire, subvenir aux besoins de son existence. Nous luttons pour l'instauration, en Allemagne et en Europe, de salaires minimums qui permettent à chacun d'assurer son existence. Ils doivent être fixés et imposés par les partenaires sociaux et la loi.

Notre objectif reste le même : à travail égal, salaire égal pour les femmes et les hommes.

La sécurité dans le changement

Pour laisser s'exprimer ses talents et ses performances, il faut avoir des perspectives fiables dans la vie. Un travail de qualité, c'est l'alliance de la flexibilité et de la sécurité.

Le rythme du progrès scientifique et technique, les évolutions de plus en plus rapides du monde du travail, la concurrence accrue exigent davantage de flexibilité. Celle-ci offre dans le même temps davantage de chances d'organiser sa vie à sa guise. Apprendre encore et toujours, c'est un gain. Les nouvelles expériences professionnelles sont un enrichissement. Les hommes veulent permettre à leurs propres talents de s'exprimer. Avoir plus de souveraineté sur son propre temps, c'est ce que souhaitent la plupart des personnes. Les individus ont droit à du temps libre.

Pour allier sécurité et flexibilité et garantir la sécurité dans le changement, nous voulons élaborer une politique moderne du temps de travail et faire de l'assurance chômage une assurance travail.

La politique moderne du temps de travail peut prendre différentes formes : réduction des heures supplémentaires, sécurisation des comptes de temps de travail, des formes flexibles de réduction du temps de travail. A cela s'ajoutent des phases, souhaitées par la société ou choisies individuellement, pendant lesquelles les personnes consacrent leur temps à l'éducation des enfants, à la formation complémentaire, aux soins à des proches, ou à une pause. Ce que demande la société doit être financé par la solidarité. C'est pourquoi nos systèmes de protection sociale doivent être mieux adaptés à l'évolution des parcours professionnels. L'assurance travail doit protéger contre les transitions professionnelles et les interruptions d'activité, et permettre une formation complémentaire à toutes les phases

de l'existence. Pour cela, nous imposerons un droit à la formation complémentaire. Elle doit étendre les possibilités de choix et maintenir l'employabilité.

L'humanisation du monde du travail est une mission permanente. Les mauvaises conditions de travail et la forte pression du résultat mettent en péril la qualité du travail, mais aussi la santé des travailleuses et des travailleurs. Il faut développer encore la protection du travail et de la santé. Il faut que les conditions de travail s'adaptent aux besoins d'une population salariée de plus en plus âgée.

L'immigration dont nous avons besoin et la liberté croissante de circulation des travailleurs ne doivent pas conduire à un dumping social et salarial. Le respect du droit et des règles sur le marché du travail garantit un travail de qualité. Nous combattons le travail clandestin.

Tout comme la flexibilité est nécessaire et souhaitable, il ne faut pas qu'elle donne lieu à des abus. Nous voulons privilégier les contrats de travail à durée indéterminée et bénéficiant d'une protection sociale. Nous voulons vaincre le travail précaire, pour que les salariés ne soient pas sans défense.

Le travail de qualité inclut la protection des droits des travailleurs : la cogestion, l'organisation sociale de l'entreprise, l'autonomie des partenaires sociaux, les conventions collectives générales, la protection du travail et contre le licenciement sont indispensables.

3.7 L'Etat social prévoyant

L'Etat social est une grande conquête de civilisation du XXème siècle. Il complète les libertés individuelles par les droits sociaux des citoyens. C'est pourquoi nous considérons que la démocratie et l'Etat social vont de paire. L'Etat social a libéré des millions de personnes du joug de leurs origines, les a protégés des rigueurs du marché, et leur a offert les chances de déterminer eux-mêmes le cours de leur existence. Il constitue une base essentielle du dynamisme économique qui crée notre prospérité.

L'Etat social, c'est la solidarité organisée entre les forts et les faibles, entre les jeunes et les plus âgés, les bien-portants et les malades, les travailleurs et les chômeurs, les valides et les personnes handicapées. A l'avenir aussi, la protection sociale et la participation sociale, le

droit opposable aux prestations sociales et les droits des travailleurs, garantis par l'Etat, continueront de constituer le fondement de l'Etat social.

Le capitalisme mondial creuse le fossé entre les riches et les pauvres. Au sein de notre propre société aussi, les contrastes sociaux s'accroissent. Quelques pays acceptent cette situation comme un destin inéluctable. Les Etats sociaux performants, en revanche, protègent les hommes de la pauvreté et permettent leur ascension sociale.

Lorsque les formes d'activité professionnelle deviennent de plus en plus flexibles, et souvent aussi plus précaires, la fonction centrale de l'Etat social n'en devient que plus essentielle : garantir la sécurité dans le changement. La peur de la chute paralyse. Seuls ceux qui se sentent protégés oseront prendre des risques. Seuls ceux qui ont leurs chances feront des efforts.

Pour renouveler aujourd'hui cette promesse de sécurité et d'ascension, nous transformons l'Etat social en un Etat social prévoyant. Il lutte contre la pauvreté et donne aux hommes la capacité de maîtriser leur vie dans l'autodétermination. La politique sociale prévoyante favorise le travail rémunéré qui permet de subvenir aux besoins de l'existence, aide à l'éducation, mise sur la prévention en matière de santé. Elle accompagne l'évolution démographique et encourage un taux d'activité professionnelle élevé chez les femmes et les seniors. Elle empêche l'exclusion et facilite l'intégration professionnelle. Elle n'exonère personne de sa responsabilité pour sa propre existence. L'Etat social prévoyant conçoit l'éducation comme un élément central de la politique sociale.

La mission supérieure de l'Etat social prévoyant, c'est l'intégration de toutes les personnes dans la société. C'est pourquoi la politique sociale prévoyante réunit différents domaines d'action tels que les politiques économiques, financières et de l'emploi, de l'éducation et de la santé, de la famille et de l'égalité des sexes, ou de l'intégration des immigrants.

Les objectifs centraux de l'Etat social prévoyant sont la sécurité, la participation et l'émancipation.

La sécurité, cela signifie la protection des individus contre la détresse existentielle, l'exploitation, la discrimination, les risques élémentaires de la vie que représentent le chômage, la maladie, la dépendance liée à la

perte d'autonomie. Parallèlement, la sécurité crée les bases indispensables pour que chacun puisse conduire son existence en autodétermination.

La participation de tous au développement économique, culturel, social et politique, c'est l'objectif de la politique sociale-démocrate. A cet égard, les éléments centraux sont une éducation de qualité, un travail qui assure l'existence, la santé, mais aussi la juste répartition des richesses. La qualité de l'Etat social ne se mesure pas seulement à l'aune des transferts sociaux, mais aussi à celle de la garantie de l'égalité des chances, qui doit être ouverte à tous dès le départ et sans cesse renouvelée.

L'émancipation suppose la sécurité et la participation. Les gens veulent mener librement et en autodétermination leur propre vie. Personne ne doit être défavorisé du fait de ses origines.

La politique sociale prévoyante veut réaliser la sécurité, la participation et l'émancipation pour tous – indépendamment de l'origine sociale, du sexe, de l'âge ou du handicap.

Plus le principe de prévoyance est mis en pratique tôt, au plan individuel et de façon efficace, plus l'Etat social est en mesure de protéger dans la solidarité contre les grands risques de l'existence. Le programme de Berlin du SPD l'avait déjà formulé en ces termes : « la politique sociale ne veut pas seulement réparer et intervenir dans les cas d'urgence, elle veut agir en amont ».

Des services sociaux en plus grand nombre et de meilleure qualité pour les enfants, les jeunes, les familles, les seniors et les personnes handicapées, voilà la clé d'une société qui n'exclut personne. Dans nos crèches, nos écoles et nos universités, dans nos hôpitaux et nos centres médicaux, nous voulons jeter les bases d'une telle société. Quiconque travaille dans des établissements sociaux a droit à une qualification et une promotion de premier choix. Quiconque travaille dans les métiers sociaux, au service des autres, mérite la reconnaissance, le respect, et un salaire juste. Les prestations sociales ne doivent pas obligatoirement être fournies par l'Etat.

Les organisations caritatives indépendantes sont pour nous des partenaires importants ; nous sommes particulièrement obligés à l'égard de la Arbeiterwohlfahrt et du Arbeiter-Samariter-Bund. Mais l'Etat a également pour responsabilité de veiller à ce que la qualité et

l'égalité d'accès à ces organismes soient garanties à tous.

La justice et la solidarité doivent également s'appliquer au financement de notre Etat social. Les cotisations payées de façon paritaire par les salariés et les employeurs continueront à l'avenir à constituer la base de nos systèmes de protection sociale. Nous voulons les compléter au moyen d'un financement supplémentaire et pérenne par l'impôt, qui fait participer chacun en fonction de ses possibilités. Le financement de l'Etat social doit être assis sur une base plus large, notamment pour des raisons économiques, de façon à diminuer les charges qui pèsent sur le travail rémunéré. L'Etat social prévoyant doit donc s'intéresser davantage au statut du citoyen, et moins au statut du travailleur.

La santé

La politique sociale-démocrate de prévoyance lutte contre les maladies, pour maintenir la santé, et réduire les inégalités dans l'accès à la santé. Nous voulons que les conditions de vie de chacun soient saines, et nous encourageons un comportement attentif à la santé. Nous soutenons l'éducation en matière de santé dès le plus jeune âge et les examens sanitaires préventifs, y-compris dans les crèches et haltes-garderies et les écoles. Chaque enfant a le droit de grandir en bonne santé.

Parallèlement, il faut utiliser les possibilités qu'offrent les progrès de la médecine pour guérir les maladies et prendre soin dans la dignité des patients atteints de maladies incurables. Quels que soient leur origine, leur âge ou leur sexe, les malades ont le même droit à une prise en charge médicale et à bénéficier des progrès de la médecine. Nous ne voulons pas d'une médecine à deux vitesses. C'est pourquoi nous voulons une assurance citoyenne solidaire dans laquelle tout le monde sera intégré.

Nous voulons également appliquer les principes de l'assurance citoyenne solidaire à l'assurance dépendance. Pour la dignité des soins, il est essentiel que la famille, le cadre privé, les établissements de soins de jour et d'hospitalisation se complètent efficacement. En fin de vie, les personnes ont besoin d'une solidarité particulière. Chacun a le droit de mourir dans la dignité.

La sécurité et l'activité pour les seniors

La société de l'avenir sera une société dans laquelle nous vivrons plus longtemps. Puisque les gens conservent aussi plus longtemps la santé, la vie professionnelle est de plus en plus suivie d'une troisième phase de vie, étendue. Nous voulons assouplir la transition vers la retraite. Chaque personne doit, lorsqu'elle avance en âge, pouvoir participer de manière active et créative à la vie sociale et professionnelle. Le dévouement et l'ex-périence des seniors enrichissent notre pays, tant au plan économique que politique et culturel.

L'assurance retraite obligatoire demeure le pilier central d'une assurance vieillesse qui protège contre la pauvreté. Toutefois, il faut la compléter par des plans de retraites d'entreprises ou des dispositifs privés de prévoyance avec le soutien des pouvoirs publics, afin que les personnes, en vieillissant, puissent maintenir leur niveau de vie.

Nous voulons à terme étendre l'assurance retraite obligatoire à tous les modes de travail rémunéré. Nous restons attachés aux critères du revenu professionnel et de la durée d'activité pour déterminer le montant des pensions de retraite.

Il faut maintenir la retraite par répartition, basée sur les cotisations. Nous rejetons l'idée d'une retraite unitaire. Nous voulons éviter que les personnes âgées tombent dans la pauvreté. La mise en place de l'assurance d'une retraite de base a constitué une avancée importante à cet égard. A cela vient s'ajouter l'assurance vieillesse indépendante pour les femmes.

Une politique sociale prévoyante dans les communes

Une bonne politique sociale prévoyante prend surtout corps et vie dans les communes – dans des établissements de qualité pour l'accueil de la petite enfance et les écoles, dans un cadre de vie agréable, avec une diversité d'offres pour l'intégration des immigrés, pour l'emploi et la qualification, pour le sport, la détente et la santé. Nous soutenons une politique en faveur des collectivités sociales, qui développe les quartiers et les communes dans cet esprit. A cet égard, ce qui est déterminant, c'est d'encourager les citoyens à s'ouvrir au « vivre ensemble », à se prendre en charge et à assumer des responsabilités.

Les communes ont le devoir de fournir aux personnes l'aide appropriée dans les situations spécifiques de détresse.

Nous soutenons les efforts des communes pour le maintien de logements abordables. Nous protégeons les droits des locataires.

3.8 Pour une meilleure éducation, une société à l'écoute des enfants, des familles fortes

La participation sociale et l'éducation ont été les premiers objectifs du mouvement ouvrier au XIX^{ème} siècle, qui a donné naissance à la sociale démocratie. L'idée selon laquelle « la vie doit un jour être plus facile pour nos enfants » était un moteur important de la lutte de nombreuses personnes pour un avenir meilleur. Face aux évolutions actuelles, ces objectifs doivent être de nouveau placés au cœur de notre pratique politique.

Nous voulons l'égalité des chances pour tous. Ce qui détermine avant tout cette égalité des chances dans la vie, ce sont l'éducation et la famille. C'est pourquoi nous voulons imposer une meilleure éducation pour tous et consolider la famille. Notre objectif, c'est une société attentive aux besoins des enfants.

L'éducation décide de notre avenir, c'est la plus grande question sociale de notre époque. C'est elle qui en premier lieu permet aux individus de choisir les objectifs qu'ils se fixent et de réaliser leurs rêves. Elle leur ouvre l'accès à un monde en mutation. Elle les rend aptes à la démocratie et à la responsabilité sociale. Elle leur ouvre des perspectives de travail, veille sans cesse à leur faire prendre part à la société et leur ouvre continuellement les portes de l'ascension sociale. C'est une force productive dont l'importance économique croît rapidement. Nous voulons augmenter nettement la part de salariés mieux qualifiés. Seules les sociétés qui disposent d'un système éducatif ouvert, socialement perméable et hautement développé, prospèrent dans la société mondiale de la connaissance. L'éducation, c'est plus que la transmission d'un savoir que l'on peut valoriser au plan professionnel. Nous voulons une éducation complète, dans laquelle il s'agit tout autant de compréhension et de savoir que de compétences sociales, de créativité, d'expérience esthétique, de réflexion éthique et de sensibilité aux valeurs. Le sens et les choix ne résultent pas nécessairement du savoir ; c'est pourquoi il nous faut revaloriser l'éducation politique et l'apprentissage de

la démocratie. L'éducation renforce la personnalité et rend apte à la tolérance.

Le savoir se développe à un rythme frénétique, les connaissances acquises sont vite dépassées. De tout temps, les gens ont appris pour la vie ; aujourd'hui, ils doivent aussi apprendre pendant toute la vie. Nous voulons transmettre le bonheur d'apprendre, et susciter l'ouverture d'esprit pour les résultats des travaux de recherche.

L'éducation pour tous

L'Etat doit veiller à ce que tous aient le même accès à l'éducation, quelles que soient leurs origines. Chaque personne a droit à un parcours éducatif gratuit, de la crèche et du jardin d'enfants jusqu'à l'université. Nous voulons concrétiser ce droit. L'exclusion créée par l'inégalité des chances dans l'accès à l'éducation est une injustice.

Améliorer l'éducation requiert des dépenses supplémentaires. Ce sont des investissements dans l'homme ; elles sont prioritaires.

Nous avons besoin d'une culture de la deuxième et de la troisième chance. Qui-conque se retrouve dans une impasse au cours de sa vie doit avoir la possibilité de rattraper gratuitement ses diplômes scolaires et d'acquérir des qualifications professionnelles.

Notre système éducatif doit avoir dès le début en ligne de mire l'égalité entre les filles et les garçons, et le dépassement des schémas étroits d'attribution des rôles entre hommes et femmes. L'éducation est aussi la clé de l'intégration des populations immigrées. Vivre ensemble favorise l'intégration sociale. Cela vaut également pour les personnes atteintes de handicaps.

Pour que l'éducation atteigne tout le monde, nous luttons contre l'illettrisme. Nous encourageons aussi l'acquisition d'une compétence, d'une conscience et d'un sens critique dans l'emploi de l'ordinateur, d'Internet et des autres médias.

Mais l'éducation reste toujours tributaire des personnes qui la transmettent. Tous, dans les haltes-garderies, les écoles ou les universités, peuvent agir avec d'autant plus d'efficacité qu'ils trouvent dans la société compréhension, reconnaissance et soutien. Nous voulons améliorer leur formation et favoriser leur formation continue. Nous devons veiller à un meilleur équilibre entre hommes et femmes parmi

les professionnels de l'éducation, du jardin d'enfants à l'université. Ce n'est qu'ainsi que les jeunes, garçons et filles, trouveront des repères et des modèles.

Personne ne peut exonérer les parents de leur responsabilité vis-à-vis de leurs enfants. Nous voulons les aider à assumer cette responsabilité, en leur offrant des aides à l'éducation et à l'accompagnement.

L'éducation dès le plus jeune âge

Puisque les premières semaines, les premiers mois et les premières années peuvent décider d'une vie, il faut que les parents, mais aussi les sages-femmes, les médecins, les infirmières et les aides-soignants soient bien préparés à leur mission.

Les établissements d'accueil de la petite enfance ne sont pas seulement destinés à l'encadrement des enfants, mais aussi à leur éducation. Nous voulons en faire des centres d'accueil des parents et de l'enfant, dans lesquels les familles trouvent au quotidien des conseils, une formation continue et une aide fiable. On pourrait aussi, notamment par l'apprentissage de la langue, tenter d'y compenser les désavantages que subissent les familles d'origine étrangère.

Les sociaux démocrates se sont battus pour obtenir l'abolition des frais de scolarité. Aujourd'hui, nous défendons un encadrement gratuit à temps plein depuis le début pour tous les enfants. Nous réalisons le droit à un encadrement de qualité pour les enfants dès leur deuxième année.

Apprendre ensemble

Les parcours et les choix éducatifs se déterminent trop tôt dans notre système éducatif. Nous plaçons donc pour une scolarité qui laisse les enfants aussi longtemps que possible apprendre ensemble et les uns des autres. Le meilleur moyen d'y parvenir, c'est une école commune jusqu'en classe de troisième. Nous voulons lier l'apprentissage commun prolongé à un meilleur soutien individuel. Les expériences d'autres pays montrent que cela profite non seulement aux élèves en difficulté mais aussi aux élèves les plus forts. C'est la seule façon de rompre l'inégalité des chances liée aux origines sociales. L'Allemagne a besoin d'une plus grande perméabilité sociale dans son système éducatif.

Nous voulons développer l'école à plein-temps – comme lieu de l'apprentissage et de la vie sociale commune. Elle devient avec la famille un point central de la vie des enfants et des adolescents. Cela soulage les parents, et permet aux enfants de découvrir et de développer leurs forces. L'école toute la journée s'inscrit dans un environnement social dont font partie les entreprises, les clubs sportifs, les écoles de musique, les universités populaires ou les organismes indépendants d'aide à la jeunesse et les églises.

Nous voulons que les écoles fonctionnent de manière autonome. On leur fixe des normes obligatoires et leurs performances sont contrôlées régulièrement. Mais elles doivent ce faisant pouvoir déployer beaucoup plus de créativité et de compétences propres. Notre modèle, c'est l'école démocratique, dans laquelle les enseignants, tout comme les élèves et leurs parents, sont impliqués dans les prises de décision.

Une formation professionnelle moderne

La formation professionnelle initiale constitue un fondement important pour le futur métier. L'ampleur de la formation de base crée les conditions de l'apprentissage professionnel tout au long de la vie. Elle doit transmettre des compétences transversales interprofessionnelles. Tous les jeunes ont droit à une formation.

Nous voulons développer le système de formation en alternance. Il faut le moderniser de façon à ce qu'il garde pied face aux évolutions très rapides du monde du travail. Les modèles de financement solidaires, comme la redistribution au profit des entreprises qui forment des apprentis, doivent y contribuer. Pour garantir à chaque jeune une formation professionnelle initiale, nous avons besoin, lorsque le système de formation en alternance ne fournit plus suffisamment de places d'apprentissage, d'une formation professionnelle de grande qualité sous la responsabilité des pouvoirs publics. La formation générale doit être davantage liée à la formation professionnelle, afin que les jeunes puissent être mieux préparés au choix d'un métier et aux exigences d'une profession.

Dans le système de formation en alternance, les entreprises ont le devoir d'assurer la formation de la relève de leurs personnels qualifiés. Elles doivent contribuer de manière solidaire aux coûts de la formation. Nous soutenons les

modèles de financement qui permettent la création de places de formation supplémentaires et favorisent les entreprises qui forment un nombre de jeunes supérieur à leurs propres besoins.

Consolider les études et la recherche

Nous voulons améliorer la qualité de l'enseignement et de la recherche dans nos universités, accueillir davantage d'étudiants. L'Etat fédéral est et demeure responsable de l'enseignement supérieur ; il doit en assurer le financement. Pour cela, nous avons également besoin d'une péréquation financière entre les länder. Néanmoins, les universités doivent être aussi autonomes que possible. Tous ceux qui participent à la vie de l'université doivent participer à sa cogestion.

La recherche et l'enseignement forment un tout ; leur unité et leur liberté doivent rester le cœur de l'université. Les écoles supérieures doivent globalement offrir toute la gamme des enseignements et de la recherche. Les sciences sociales et les sciences humaines doivent être autant encouragées que les sciences naturelles et les technologies.

Les instituts de recherche extra-universitaires sont devenus au cours des dernières décennies un pilier important de notre système scientifique. Nous soutenons une forte coopération entre la recherche extra-universitaire et l'enseignement supérieur.

Nous voulons ouvrir l'accès aux études supérieures, et nous souhaitons augmenter la part des étudiants issus de familles dont les parents n'ont pas poursuivi d'études. Les études doivent être également envisageables financièrement pour les personnes qui ont déjà une qualification dans un métier. Nous sommes opposés aux frais d'inscription pour la première formation universitaire. Il faut développer davantage les aides publiques à la formation pour répondre aux besoins.

L'aide aux études doit permettre à plus d'étudiants d'accéder à une expérience internationale. Parallèlement, notre pays doit être ouvert aux étudiants venus d'autres pays.

La formation continue dans la société apprenante

Dans la société apprenante, nous voulons faire de la formation continue le quatrième pilier de notre système éducatif. Elle-aussi relève de la responsabilité des pouvoirs publics. Nous voulons assurer la pérennité de la formation continue par son financement et le droit à des temps de formation, en y impliquant les partenaires sociaux et les entreprises. L'évolution de l'assurance chômage vers une assurance travail doit contribuer au financement de cette formation continue.

Nous encouragerons également la formation continue à caractère général, culturel et politique. Elle doit aussi bénéficier aux seniors. Grâce à la formation continue, ils pourront rester actifs dans la vie professionnelle et dans la société. La formation permet aux plus âgés de garder le contact avec notre époque.

Renforcer la place des enfants et des familles

Les enfants représentent la joie de l'avenir. Ils sont le fondement de toute société. Nous voulons une société qui offre aux familles avec enfants les meilleures conditions, et un climat d'ouverture à l'égard des besoins des enfants. Réussir la politique de l'enfance et de la famille, c'est une des questions clés pour l'avenir de notre pays.

Nous sommes guidés par un modèle dans lequel la mère et le père sont également responsables de l'entretien et de la charge de la famille. C'est ce que souhaitent la grande majorité des jeunes. Cela correspond au besoin qu'ont les enfants de leur mère et de leur père, et cela assure l'indépendance économique de la famille.

Au sein de la famille, les individus peuvent connaître l'affection, le refuge et le soutien, l'orientation et l'assistance mutuelle, se sentir en sécurité et apprendre à être responsables les uns pour les autres. Nous axons notre image de la famille sur la réalité de la société. Nous ne voulons prescrire à personne un modèle de vie. La plupart des personnes souhaitent se marier ; nous protégeons le mariage. Dans le même temps, nous soutenons d'autres choix de vie commune, les couples non-mariés, les couples homosexuels, les parents isolés. Les mères et pères isolés ont besoin de notre soutien particulier. La famille est là où sont les enfants et où les partenaires ou les

génération se soutiennent mutuellement. Nous voulons améliorer la situation des familles avec enfants, faire naître une ouverture d'esprit et une compréhension pour les enfants, et créer un climat dans lequel les enfants, même lorsqu'ils ne sont pas nos propres enfants, ne sont pas perçus comme une charge, mais comme une joie et un encouragement.

Nous devons faciliter la tâche des jeunes couples qui souhaitent réaliser leur désir d'enfant sans renoncer à leur évolution professionnelle. Cela vaut particulièrement pour les parents qui choisissent d'avoir plusieurs enfants. Il ne faut pas que les couples qui souhaitent avoir trois enfants ou plus soient contraints d'y renoncer pour des raisons financières. Les jeunes familles ont besoin d'un soutien ciblé dès la création de la famille et au cours de chaque phase de la vie. C'est ce que nous voulons garantir grâce à des offres de prise en charge fiables et de bonne qualité, grâce à l'aménagement des temps de travail dans le respect de la famille, et grâce à des aides financières.

Les entreprises portent aussi une responsabilité pour la famille. Les revenus précaires rendent plus difficile la décision d'avoir un enfant. Lorsque le salarié disponible en permanence devient un idéal, les familles souffrent. Finalement, les horaires de travail qui tiennent compte des besoins des parents sont aussi utiles aux entreprises. Nous voulons un monde du travail favorable à la famille, pour que les parents puissent concilier vie professionnelle et vie familiale et avoir plus de temps à consacrer aux enfants. C'est aussi dans l'intérêt des entreprises.

La séparation des parents ne doit pas faire peser sur les enfants le risque de la pauvreté. Les parents isolés, en règle générale les mères, ne peuvent pas exercer un métier s'il n'existe pas une offre de prise en charge des enfants. Il en résulte une urgence à créer des moyens d'encadrement des enfants.

Le droit des parents trouve ses limites là où il enfreint le droit des enfants. Les enfants ont des droits propres, et notamment le droit à une éducation sans violence. Nous voulons inscrire ces droits dans la Constitution. Lorsque ces droits sont violés, l'Etat et la société se doivent d'intervenir.

4. NOTRE VOIE

L'avenir est ouvert. Nous ne promettons à personne que nous pouvons transformer un monde empli de conflits et de contradictions en un paradis sur terre. Nous sommes conscients des réalités, mais nous ne nous accommodons pas des situations existantes. Nous voulons nous engager sur la voie d'un avenir qui mérite d'être vécu. Nous voulons préparer notre pays pour l'avenir.

Nous voulons un monde qui connaisse davantage la paix et la justice.

Nous voulons l'Europe sociale et démocratique.

Nous voulons une société civile solidaire, une culture du respect et de la reconnaissance, et un état démocratique capable d'agir.

Nous voulons réaliser l'égalité des sexes.

Nous voulons permettre, par la croissance qualitative, la prospérité et la qualité de vie pour tous, et protéger les ressources naturelles de la vie.

Nous voulons un travail de qualité et un salaire juste pour tous.

Nous voulons l'Etat social prévoyant, qui garantit la sécurité, la participation et l'égalité des chances.

Nous voulons une meilleure éducation pour tous et une société accueillante pour les enfants et les familles.

L'histoire nous l'a enseigné : ce ne sont pas les systèmes, mais les personnes, qui font évoluer les situations. Un avenir meilleur ne viendra pas de lui-même ; il faut le penser et lutter pour lui. La force d'un parti, ce sont de tous temps les personnes qui en partagent les valeurs et en soutiennent les objectifs.

Beaucoup de personnes s'engagent dans les syndicats, les associations, les fédérations, les églises, les mouvements sociaux et les réseaux. Beaucoup de personnes veulent une société meilleure et plus juste. La majorité veut une Allemagne solidaire.

Cette majorité solidaire, nous voulons la gagner à notre politique. Nous recherchons son soutien et l'encourageons à nous rejoindre dans le travail.

Le parti social-démocrate d'Allemagne lutte pour le progrès durable et la justice sociale au XXI^e siècle.

Autres articles de la Fondation Friedrich-Ebert Paris

Vous pouvez télécharger ces articles sur le site de la FES www.fesparis.org/analyses

« **Die Linke. Un nouveau parti dans le paysage politique allemand** », par Gero Neugebauer, Mars 2008

« **La dimension sociale de l'Union Européenne** » par Angelica Schwall-Düren, Mars 2008

« **Apprendre de nos voisins : Comment la Gauche à mené des reformes en Europe** », par Sebastian Jobelius, Février 2008

« **Entre concepts d'hier et défis d'aujourd'hui: l'incontournable réorientation de la gauche européenne** », par Ernst Hillebrand, Octobre 2007

« **L'avenir du SPD comme parti politique de masse** », par Martin Gorcholt, Octobre 2007

« **Perspectives pour les partis politiques de masse en Allemagne** », par Oskar Niedermayer, Octobre 2007